ISSN 0395-0603

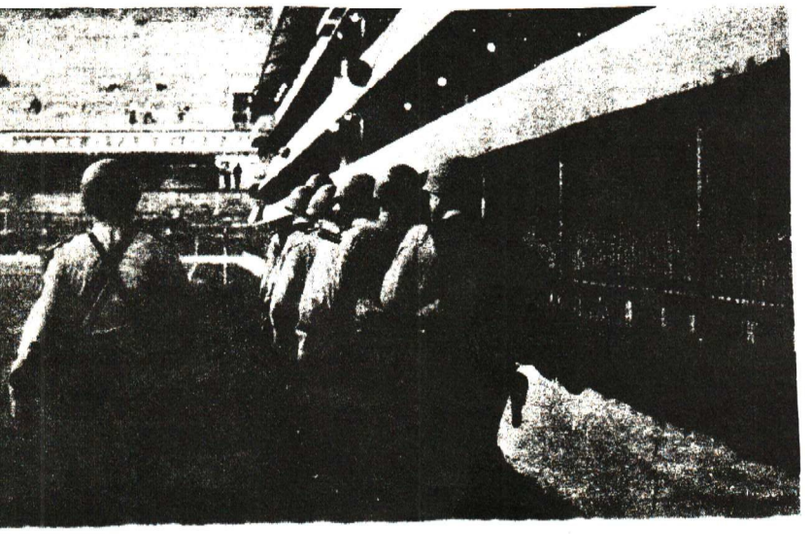
JEUNE TAUPE! 21

BIMESTRIEL 5F | POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE | JUIN-JUILLET 1978

GUERRA EN EL FÚTBOL

EL EJÉRCITO OCUPÓ UNA CANCHA DE OLAVARRÍA CON BLINDADOS PARA ECHAR A LOS REVOLTOSOS

Ça c'est du SPORT!



sommaire :

Les Impératifs du Capital Français
Argentine 1978 : Vive le Sport !
Mineurs Américains
Autonomie Ouvrière. Terrorisme
Actualité de Mai 68 -2- .
Correspondance avec RI et CPAO

EDITO : LES IMPERATIFS du Capital Français dans la Guerre Economique

I) EXPORTER A TOUT PRIX :

"Il faut démystifier l'idée que ce qui est aujourd'hui du ressort de l'Etat ne peut qu'y demeurer, et montrer que les frontières entre Etat et Marché sont fondamentalement liées à des stades de l'évolution technologique. Montrer par exemple que bien des secteurs aujourd'hui retirés à la logique du marché pour des raisons valables à une certaine époque seraient maintenant plus efficaces si on y réinjectait une dose croissante de privatisation. Il me semble que donner la priorité à de telles recherches serait infiniment plus rentable pour la societé que le financement de nouveaux Concordes ou autres projets de prestige qui servent surtout à accroître le bien-être des hommes politiques ou des fonctionnaires qui en assurent la gestion"

(Henri Lepage - "Demain le capitalisme" col.Pluriel, livre de poche).

La victoire électorale de la majorité a permis au Ier ministre R.Barre, reconduit dans ses fonctions, de faire appliquer un plan intitulé selon les termes capitalistes "d'assainissement de l'économie nationale". Ce plan est nettement plus drastique que le précédent mis en route à partir de septembre 76 dans un contexte de préparation à la campagne des législatives. En effet, il est porteur d'une offensive sans précédent depuis l'ouverture de la période de reconstruction du capital français en 1945 contre le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs; par là même il confirme que cette période est définitivement close depuis plus de dix ans et qu'un point de non-retour a été atteint dans la guerre économique au coeur de l'Europe.

Pour aboutir à "l'assainissement" souhaité c'est-à-dire pour que le capital français en butte à de grosses difficultés puisse répondre "aux exigences d'une économie moderne de concurrence, dont le respect a permis à d'autres pays (ici l'allusion à l'Allemagne est évidente !) d'obtenir à la fois une industrie puissante, une forte compétitivité dans les échanges internationaux et un taux d'inflation inférieur au nôtre", Barre a mis fin à l'intervention de l'Etat telle qu'elle était pratiquée depuis la guerre :

- Abolition de l'ordonnance de 1945 sur le régime des prix;
- Abandon de secteurs entiers de l'économie par le refus d'aider les entreprises au bord de la faillite, les fameux "canards boiteux" (le temps est terminé des "moyens considérables consacrés à maintenir en vie des installations industrielles sans avenir").

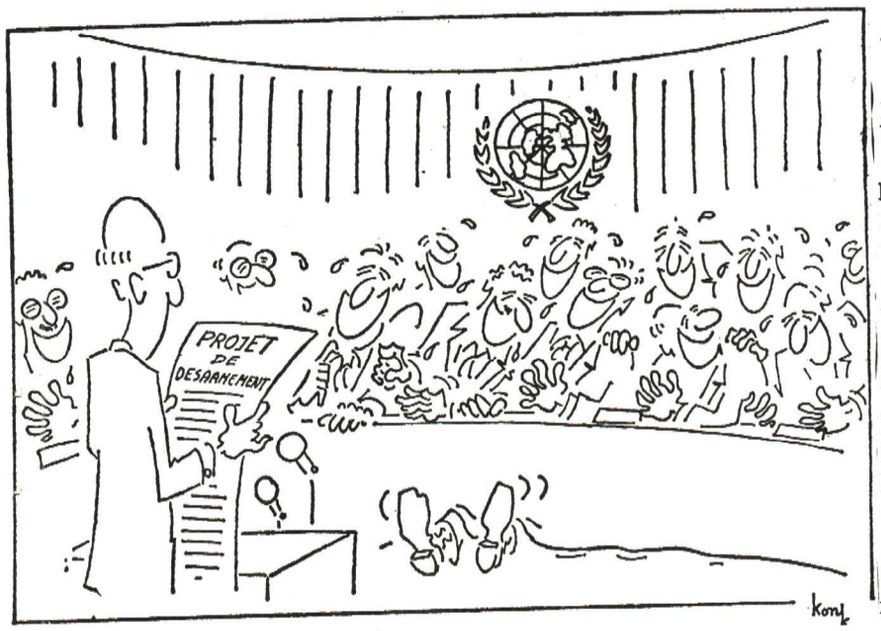
Ainsi, par la rupture avec une politique strictement dirigiste menée depuis 33 ans, par la carte blanche laissée aux entreprises privées (libération des prix industriels), donc par la croyance en une vertu rédemptrice d'un certain libéralisme économique (illusion d'un possible retour au Libre-Echange c'est-à-dire au "laisser faire" qui s'était répandu au XIXe siècle à partir des théories de l'anglais Adam Smith émises au siècle précédent contre les barrières douanières et qui avait permis un développement prodigieux du capitalisme dans toute l'Europe), Barre semble se ranger parmi les adeptes de ceux que l'on a appellé les "nouveaux économistes". Ce sont les théoriciens de l'école de Chicago qui, dans la lignée des thèses monétaristes de Milton Friedmann (économiste américain , prix Nobel 76), estiment que l'équilibre du marché se réalise de lui-même à travers la concurrence et grâce à la stabilité monétaire (lutte contre l'inflation, indexation généralisée des prix, des salaires, des taux d'intérêts, etc..., et taux de changes flottants vis-à-vis des déséquilibres extérieurs).

Dans le plan Barre III, il y a l'utilisation de tout cet arsenal de mesures qui visent à rompre avec les méthodes keynésiennes largement exploitées par le capitalisme depuis la crise de 1929 et réadaptées au lendemain de la 2e guerre mondiale. En particulier, rompre avec l'illusion que l'inflation (faire marcher la planche à billets pour créer de la demande) puisse déboucher sur le plein emploi et que l'intervention de l'Etat, essentiellement par le protectionnisme, permette un quelconque équilibre du marché.

Exposant sa pensée à un journaliste de l'Expansion (numéro d'avril 78, p.20), le Ier ministre rejoint presque les propos de H.Lepage (cf.citation en tête de chapitre) dont le livre d'où ils sont extraits est une apologie des "nouveaux économistes" américains et de leurs thèses. En effet, Barre explique:

"Il ne faut pas hésiter à laisser tomber le bois mort, c'est-à-dire les secteurs où nous sommes mal placés. L'avenir de la France ne dépend pas du volume des bateaux qu'elle construit à perte ni de la production d'acier qu'elle ne parvient pas à écouler. Qu'est-ce qui est le plus rentable ? Avoir une véritable marine marchande (équipée, si c'est plus rentable, avec des bateaux construits à l'étranger) ou s'épuiser à subventionner toute la construction navale ? De même, aucun décret divin ne prescrit à la France de produire trente millions de tonnes d'acier par an, si, en se concentrant sur une production de base (peut-être vingt millions de tonnes) et en achetant le reste à l'étranger, elle peut développer ses industries mécaniques dans de meilleures conditions".

La restructuration économique, en premier



lieu industrielle, du capital français est donc nécessitée par l'exacerbation de la concurrence sur le marché international. Repoussant les tentations protectionnistes, celui que Giscard nomma le "meilleur économiste de France" mise avant tout sur les ventes à l'exportation pour "relancer l'économie nationale" c'est-à-dire développer les possibilités de réalisation de la plus-value extorquée aux travailleurs par rapport au "peloton de tête" : Etats-Unis, Allemagne, Japon.

Comme écho de la "voix de son maître", l'actuel ministe de l'économie, R.Monory déclare :

"...La France n'a pas le choix entre l'ouverture de son économie et le protectionnisme. Le protectionnisme est impossible pour un pays qui doit acheter à l'extérieur quatre-vingts milliards de francs d'énergie et de matières premières. Qui peut croire que nos partenaires continueraient à acheter nos marchandises si nous fermions nos portes aux leurs ?" (cf. interview au Nouvel Observateur, n°706 du 22/5/78).

L'interdépendance des économies capitalistes beaucoup plus grande qu'avant la 2e guerre mondiale (accentuation de la division internationale du travail) ne laisse en fait pas beaucoup de choix aux gestionnaires de l'Etat.

La Guerre économique (I) du capital laisse sur le carreau de nombreuses "victimes" parmi les membres de la classe capitaliste elle-même, ce sont les "canards boiteux", le "bois mort" (Boussac, Terrin,...). Eliminant des entraves à sa survie dans plusieurs secteurs, le système peut bénéficier d'un nouveau ballon d'oxygène. Mais comme dans toute guerre impérialiste, à l'image des conflits militaires, les véritables sacrifiés en masse sont ceux qui n'ont aucun intérêt à la survie de ce système, à savoir l'ensemble des travailleurs : augmentation rapide du chômage, baisse accentuée des salaires réels, aggravation des conditions de travail (cadences infernales dans les secteurs dits "de pointe"), etc...

2) REDUIRE L'INFLATION :

Commencer une lutte contre l'inflation par un train de hausses des prix peut sembler contradictoire avec les objectifs de cette lutte d'un point de vue économique. Mais cela n'est qu'apparence. En effet, s'il n'y a aucune réaction de la part des travailleurs de façon à imposer des relèvements de salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat, ces hausses visent à avoir deux conséquences bien précises dans la logique capitaliste :

- celles des tarifs publics (SNCF, EDF, PTT,...) en faisant passer de l'argent de la poche des travailleurs dans celle de l'Etat, permettraient de combler en partie les déficits des secteurs nationalisés sans aggraver l'endettement de l'Etat par le biais d'emprunts supplémentaires ("assainissement financier");
- celles issues de la libération des prix industriels qui seront répercutées à travers les intermédiaires (concessionnaires, commerçants,...), transféreront de l'argent de la poche des travailleurs dans celle des chefs d'entreprises et devraient stimuler les investissements sur le marché ("relance de l'activité").

A moyen terme, selon la thèse libérale classique, au-delà d'une pression conjoncturelle sur l'indice général des prix, l'inflation par les coûts (poids de la facture pétrolière depuis 74) pourrait être évitée.

Ainsi rêve l'un des proches conseillers de Barre (cf. Expansion, avril 78, p.I5): "Ce que serait une "bonne année 78" : ce serait de faire 8 à 9 pour cent de salaires avec I2 à I3 pour cent de prix. Un bon décapage...Tant que les ménages n'auront pas payé la facture pétrolière, on n'en sortira pas. Ce serait le moyen de la transférer des entreprises et de l'Etat sur les ménages".

Mais, même si avec l'aide des syndicats qui approuvent la reprise d'une politique dite contractuelle (cf. négociations dans toutes les branches professionnelles) et grâce à la défaite électorale de la gauche ainsi qu'à l'approfondissement de ses divisions, le gouvernement de droite et le patronat parviennent à obtenir une "paix sociale" propice à la réalisation de leurs plans de restructuration, le capital français sortira-t-il pour autant des difficultés dues à la guerre économique ?

- NON, car d'une part, malgré la carotte de l'augmentation en trois temps du S.M.I.C qui se fera d'ailleurs en rognant sur les plus hauts revenus (pas de progression de la masse salariale), s'ajoutera au blocage général des salaires un accroissement considérable du chômage qui peut faire déborder le vase déjà bien plein du mécontentement et rompre le contexte de "paix sociale". En effet, le retrait du soutien de l'Etat dans de nombreux secteurs (par exemple, il rembourse 20% du prix de revient des bateaux qui sortent des chantiers navals français !) ne peut qu'entraîner des faillites en chaîne et donc une vague de fond de licenciements : "Nous aurons deux millions de chômeurs dans 4 ans" (Denizet dans l'Expan-

sion, avril 78, p.24) !

- NON, car d'autre part il faut dissocier les réactions des capitalistes privés individuels de celles du capital national.

Pour les premiers, les bénéfices supplémentaires dégagés grâce à la liberté des prix vont d'abord leur servir à rembourser les prêts consentis par les banques et ensuite à renouveler leur capital constant (achats de machines pour réduire les coûts de production et donc améliorer la productivité du travail) ou à s'installer à l'étranger (là où la main d'oeuvre est à bon marché). Ainsi, si investissements il y a à l'intérieur comme à l'extérieur, ils se retourneront contre l'emploi et contribueront encore davantage à la montée du chômage !

De plus, si certains industriels auront été effectivement avantagés par les hausses, pour d'autres ce ne sera pas le cas car tous les produits de base comme l'acier, les fibres synthétiques, le verre, la pâte à papier, etc..., ainsi que certains produits finis comme les camions, sont vendus depuis longtemps au-dessous du prix autorisé par l'Etat. Le noeud du problème est là : c'est celui de la concurrence internationale qui impose ses tarifs pour emporter les marchés !

Quant aux réactions du second, le capital national, elles devront s'adapter aux réalités de sa politique du "laisser faire" :

- une restriction du marché intérieur par la baisse du pouvoir de consommation des travailleurs;
- un non-élargissement du marché extérieur, en-dehors des secteurs rendus compétitifs, dû à la crise économique mondiale et donc l'obligation de recourir de nouveau à diverses manipulations monétaires entraînant inévitablement un accroissement de l'inflation qu'il pensait avoir réduite.

Bref, des remèdes pire que le mal : le couple inflation/chômage n'a donc pas fini de faire parler de lui !

3) INTERVENTION DE L'ETAT ET ECONOMIE DE GUERRE :

Par rapport à ce que nous avons dit ci-dessus, gageons que la mise en veilleuse de l'intervention de l'Etat sera de courte durée. D'ailleurs, cette mise en veilleuse est avant tout une réorientation puisque c'est l'Etat lui-même qui a décidé la libération des prix industriels et puisque son soutien sera accordé sous la forme de "contrats de croissance" aux branches qui ont un potentiel de développement et donc de compétitivité. En fait, l'Etat continue de jouer pleinement un de ses rôles essentiels : celui de moteur d'accélération de la concentration industrielle pour ancrer avec le maximum de chances possibles l'économie nationale dans la jungle de la concurrence sur le marché mondial.

De plus, sur le plan monétaire, les vieilles recettes ne sont pas abandonnées et quand les contradictions seront trop fortes, on assistera au desserrement du crédit, à la relance de la consommation intérieure par une certaine hausse des salaires, etc...L'Etat jouera alors l'inflation pour tenter d'enrayer un chômage devenu massif et il devra intervenir à fond pour soutenir les secteurs restructurés devenus à leur tour défaillants. Les tendances protectionnistes l'emporteront sur la recherche de l'exportation à tout prix (achetez et fabriquez français !). Il faudra sans doute la gauche au pouvoir pour appliquer de telles mesures (embrigadement du prolétariat) et le capitalisme s'orientera alors vers la catastrophe car du protectionnisme généralisé à la guerre impérialiste, il n'y a qu'un pas !

En attendant, la mise en veilleuse conjoncturelle de l'intervention de l'Etat ne concerne absolument pas la production militaire. Distancée par les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon dans la Guerre économique, la France tente de se rattraper grâce à ce secteur de l'industrie de guerre, en particulier vis-à-vis des deux derniers pays. Ainsi, au-delà des problèmes de rivalités inter-impérialistes et de son rôle accru de puissance sous-impérialiste en Afrique (2), c'est également dans le sens de la vente d'armes qu'il faut comprendre l'interventionnisme militaire généralisé de la France au sein de ce continent lors de ces derniers mois. En Mauritanie, au Tchad, au Zaïre, les paras et autres forces armées françaises grâce à leurs opérations réussies sont en effet les meilleurs représentants de commerce de la technique et de l'efficacité du matériel de guerre "made in France". En quelque sorte, l'interventionnisme militaire c'est le complément parfait de l'agressivité commerciale sur le plan économique : la guerre n'est-elle pas une méthode pour continuer la concurrence par d'autres moyens ?

N.B : Dans son discours sur le "désarmement" (!) à l'O.N.U, Giscard a en fait avancé des perspectives visant à damer le pion aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S dans la production d'armements. Le projet "d'ententes régionales" du type de la Force d'Intervention Africaine commune à un certain nombre de pays tendrait à aménager des créneaux de ventes échappant aux "deux grands" pour le plus de profit possible au capital français.

(I) La Guerre économique, articles dans les numéros I4, I5, I6, I7, I8 et I9 de J.T.

(2) Sur les rivalités inter-impérialistes en Afrique :
- Angola : une tentative de renforcement des blocs, J.T n° 8;
- Afrique Australe : rivalités et difficultés impérialistes, J.T n° I2;
- Afrique : l'écho impérialiste des savanes, J.T n° I5;
- Enjeux impérialistes dans la Corne de l'Afrique, J.T n° 20.

Abonnez vous

ARGENTINE 1978

VIVE LE SPORT!

En juin 1978 a lieu, en Argentine, la XI° Coupe du Monde de foot-ball. Cette compétition suscite pour divers motifs plus de passions qu'à l'accoutumée. En dehors du déferlement chauvin consécutif à la qualification de l'équipe de France, c'est la situation politique de l'Argentine qui est la cause des émois actuels : la répression et l'arbitraire de la dictature militaire font des milliers de morts et de torturés dans les milieux oppositionnels et supposés tels. Au vu de cette situation "particulière", un "comité pour le boycott de l'Argentine" (COBA) s'est mis en place, à l'initiative de l'écrivain Marek Halter -célèbre entre autres pour ses tentatives de rapprochement israélo-arabe- soutenu par Amnesty International et les organisations démocratiques, de la gauche aux gauchistes. Le COBA ne condamne pas l'institution de la coupe du monde, il dénonce sa tenue en Argentine et demande le choix d'un autre Etat. Oui à la coupe du monde, mais dans un pays "propre", où les horreurs de la répression capitaliste sont moins criantes! Etait-il propre le Mexique en 1968, où les manifestants étudiants étaient abbatus par des raffales de mitraillettes ? Etait-elle propre, en 1972 et 1974, l'Allemagne des interdictions professionnelles, de la délation généralisée et des prisons cimetières ? Sera-t-il propre, en 1980, le Moscou des camps de travail et des prisons psychiatriques, lors de la tenue des Jeux Olympiques? A ce sujet, on ne peut qu'admirer la cohérence du P."C."F. qui, dénonçant le boycott de l'Argentine, (1) prépare la participation aux J.O. à Moscou ! Les gauchistes qui dénoncent la situation politique de l'Argentine feront-ils de même pour l'URSS en 1980, ou alors l'Etat ouvrier étant ce qu'il est....!

Certes, la dénonciation de la dictature militaire en Argentine à un moment opportun par le battage publicitaire orchestré peut avoir un certain retentissement, mais le véritable débat ne se situe pas sur le terrain de la dénonciation démocratique et anti-fasciste. L'histoire sportive montre d'ailleurs que pour le "mordu" du sport l'image qu'il a du pays où se déroule la compétition est celle d'un immense stade, rien d'autres (voir par exemple les antécédents de l'Italie en 1934 et de Berlin en 1936). Gageons sans risques que le spectateur d'un match de foot-ball en juin 1978 sera omnubilé par 22 joueurs courant après un ballon et sera loin de penser aux torturés de Buenos Aires.

Le sport est un produit typique de la société de classe et l'est d'autant plus au stade capitaliste de celle-ci où il a été totalement intégré comme secteur de l'économie, après avoir été d'abord un produit idéologique (2). Ainsi, l'aspect compétition physique cher aux premiers idéologue du sport tel Pierre de Coubertin et aux "amateurs puristes" n'est-il plus que le cadet des soucis des promoteurs sportifs dont l'intérêt premier est la recherche d'un profit économique, financier (3). "Le bonheur" du sport pour les capitalistes aujourd'hui est qu'il réunit les avantages financiers à une aliénation idéologique d'asservissement (idéologie de la compétition).

L'essence même du sport, à savoir la compétition, a un caractère capitaliste indéniable. La compétition est au sport ce que la concurrence commerciale est à l'économie. Ainsi, on recherche le meilleur classement, la plus grande performance, la victoire. Victoire et défaite, c'est là le langage de la concurrence, de la guerre. D'ailleurs le caractère guerrier et élitiste des jeux dans les sociétés antiques (jeux du cirque) et féodales (tournois) est le caractère marquant de ce qu'était alors le sport. Aujourd'hui, l'impact populaire du sport ne lui enlève aucunement son caractère élitiste : le sport dit de masse, outre qu'il est un carcan idéologique, a pour unique but de dégager une élite. Cette élite a pour but d'atteindre un meilleur rendement (performance). Aussi est-elle organisée dans des structures concurrentielles du secteur économique : Clubs Sportifs = Entreprises. Les mêmes rapports sociaux y existent, avec en plus pour les clubs l'esprit de caserne et la relative position privilégiée des "athlètes". L'économie organise le sport qui la promotionne ; sa réalité se nomme Stakhanov, le plus grand sportif de notre siècle qui a su allier sa force physique au meilleur rendement productif.

Entreprise économique, le sport est aussi un formidable carcan social glorifiant à travers la morale sportive tous les aspects idéologiques contre-révolutionnaires du capitalisme :

- Culte de la virilité : le sport est considéré comme une activité principalement masculine glorifiant la force et méprisant le faible. Les vaincus des compétitions vivent leur défaite comme une tragédie. L'essentiel n'est pas de participer, mais de gagner. Il faut se montrer le plus fort, parceque cette force est un investissement économique (préparation). Cela est aussi valable pour les femmes sportives qui cultivent elles aussi ce culte de la virilité.

- Culte de la souffrance (sado-masochisme) : il faut savoir souffrir (comme le self-made man qui est parti de rien, donc a connu la souffrance et les privations pour arriver). Ainsi, si le courreur de marathon, de cross-country ou le marcheur doit "être passablement masochiste pour supporter cette douleur" (propos d'un marcheur), les spectateurs eux sont les sadiques : "ils viennent voir des hommes souffrir" (propos du même marcheur). Cette morale du "il faut souffrir","avoir mal", se surpasser "dans la douleur" est fondamentalement judéo-chrétienne (culte des martyrs). 4

- Apologie stoïcienne ("l'âme saine dans un corps sain" de Juvenal, auteur latin) que Lénine n'hésitait pas à reprendre à son compte, opposant les pratiques sportives aux discussions sur la sexualité, comme le ministre de la culture F. Missoffe qui, en 1968, conseillait aux étudiants de Nanterre la piscine comme remède à leurs problèmes sexuels : "les sports tels que la gymnastique, natation, tourisme, exercices physiques de toute sorte, la diversité d'intérêts moraux, l'étude, l'analyse, les recherches, le tout ensemble et autant que possible. Tout cela donne aux jeunes plus que d'éternelles conférences et discussions sur les problèmes du sexe et les façons de jouir de la vie." (Clara Zetkin : Mes souvenirs sur Lénine, p. 128)

Conçu pour détourner les masses de la voie révolutionnaire, en les amusant avec les compétitions où le potentiel de révolte et d'agressivité se retourne vers autre chose que sur la prise de conscience

le sport est utilisé politiquement par les Etats. Ainsi, les manifestations sportives servent à mettre en valeur la grandeur de ces Etats (Berlin 1936), à redorer un blason terni (Argentine 1978) et surtout à canaliser l'ardeur des masses dans de grandes parades militaro-sportives (Nuits de Nuremberg, Spartatiades, commémorations diverses).
Rome offrait des "jeux et du pain" ; aujourd'hui le capitalisme ne peut plus offrir que des jeux. En s'attaquant au capitalisme, les travailleurs devront attaquer tous ses aspects aliénants. Le sport en est un (qui est différent de ce que pourrait être une véritable culture physique), qui s'oppose fondamentalement à l'épanouissemnt physique de l'homme.
Il faudra le détruire en tant que tel !

Morceaux choisis du baron de Coubertin, rénovateur des jeux olympiques

L'assassinat des généraux Leconte et Clément Thomas, le second siège de Paris, les orgies et les bouffonneries de la Commune... passèrent sur la France comme un cauchemar » (Pierre de Coubertin, L'évolution de la 3me République).

« O sport... tu es la paix.
Tu établis des rapports heureux entre les peuples en les rapprochant dans le culte de la force contrôlée, organisée et maitresse d'elle même.

« Que la jeunesse bourgeoise et la jeunesse prolétarienne s'abreuvent à la même source de joie musculaire, voilà l'essentiel ; qu'elles s'y rencontrent, ce n'est maintenant que l'accessoire. De cette source découlera pour l'un comme pour l'autre, la bonne humeur sociale, seul état d'âme qui puisse autoriser pour l'avenir l'espoir de collaborations efficaces »

Coubertin : Pédagogie sportive

« L'alpha et l'oméga de la pédagogie sportive consiste à provoquer et à favoriser l'opération du bronzage moral par le bronzage physique, du bronzage de l'âme par le bronzage des corps ». Pierre de Coubertin, Bulletin n° 4 du BIPS.

« Je rebronzerai une jeunesse veule et confinée, son corps et son caractère, par le sport, ses risques et même ses excès. J'élargirai sa vision et son entendement par le contact des grands horizons sidéraux, planétaires, historiques, ceux de l'histoire universelle surtout, qui engendrent le respect mutuel, deviendront le ferment de la paix internationale pratique. Et tout cela pour tous, sans distinction de naissance, de caste, de fortune, de situation, de métier. »

Manuscrits Inédits, cités par Marie-Thérèse Eyquem.

notes :
1"Nos camarades pensent que la lutte doit être dirigée contre ce danger (fasciste), c'est à dire contre la minorité (audacieuse et résolue en effet) des chefs militaires d'extrème-droite. Et non contre Videla et sa fraction"modérée". D'autant plus que, comme nous l'avons dit, l'Argentine n'est pas le Chili...
La politique intérieure de la junte, et notamment de son ministre de l'économie Martinez de Hoz, est réactionnaire et frappe la classe ouvrière, les couches moyennes, et même les petites entreprises. Elle est, au fond, la même que celle du plan Barre, que nous ne qualifions pas de fasciste. Quant à sa politique extérieure, elle est contraire à celle de Pinochet : relations avec tous les pays du monde, réactivation même des relations économiques avec Cuba socialiste, nettes méfiances à l'égard des initiatives expansionnistes du Brésil,etc..."
(Lettre du 14.12.76 de la rédaction en chef de l'Humanité).
Cette position du P."C." Français est parfaitement à l'image de celle du P."C." Argentin :
"La déclaration (du PCA) confirme le soutien de la direction du parti communiste argentin aux propos public du général Videla en faveur de l'établissement d'un large dialogue constructif entre les forces civiles et militaires pour parvenir à l'unité nationale" (La Pravda, 18 août 1977)
Tout travail méritant salaire, le P.C. Argentin reste le seul parti encore légal.
2- En ce qui concerne l'idéologie sportive à la Pierre de Coubertin, voir les citations ci-contre.
3- On peut noter que la période d'ascendance du capitalisme (fin 19°-début 20°) et celle de la grande crise d'entre-deux-guerres (1919-39) correspondent encore à une conception du sport et de l'olympisme avant tout morale et idéologique : "amateurisme" des moyens et mise en avant de la grandeur idéologique de la nation (Berlin 1936, où l'Etat nazi prend tout en charge). Au contraire, la seconde moitié de notre siècle connait l'ère impérialiste du sport et de l'olympisme où, avec l'extension de cette institution à l'échelle mondiale. elle apparait avant tout comme un terrain spectaculaire de la concurrence économique.
4- on peut apprécier l'importance du culte de la victoire et de la souffrance avec l'exemple de la "bataille de Marathon" où le messager court ses 42 kms pour annoncer la victoire et mourir ensuite !

Collection de JEUNE TAUPE
Afin de permettre aux nouveaux lecteurs de la revue de se faire une opinion et de s'informer sur les positions politiques défendues dans JEUNE TAUPE, nous leur proposons de se procurer les anciens numéros dont nous possédons encore quelques exemplaires _ 10 revues parmi les numéros disponibles (5 à 20) : 30 F
20 F pour les abonnés. Le numéro: 4F.

Abonnements: 35F (40 F de publications) paiements au nom de E. HARBI ; CCP La Source 34709.15.

Correspondances
. **BORDEAUX** Jeune Taupe B.P. 30_33031 BORDEAUX Cedex
. **PARIS** Jeune Taupe c/o Librairie Parallèles 47 rue St Honoré 75001 PARIS.

Permanences de P.I.C.
assurées pour tous contacts et discussions à la **Librairie ALTER NATIVES** *36, rue des Bourdonnais_Paris 1er m^o Chatelet*
Samedi 24 juin, 10 H- 12 H

Vente militante de Jeune Taupe
Place des fêtes (Paris 19°)
Dimanche 18 juin, 10 H- 12 H

MINEURS AMERICAINS:

PATRONAT ET SYNDICAT CONTRE LE SPECTRE DE LA GREVE SAUVAGE

Quant nous publions ce numéro, la grève des mineurs américains, un des évènements les plus marquants des mois écoulés en ce qui concerne le prolétariat, a pris fin, après l'adoption d'un nouveau contrat par une faible majorité. Ce mouvement de 160.000 travailleurs fut un des plus radicaux qui ait opposé depuis des années une frange importante de la classe ouvrière américaine aux firmes capitalistes qui les exploitent. Mais ce n'est pas seulement ces firmes qu'ils ont du confronter, ce sont aussi le syndicat des mineurs et l'Etat représenté par l'administration Carter et sa police. Si cette lutte, comme beaucoup de celles qui se déroulent aux U.S.A., a eu comme motif initial une question de contrat de travail, l'ampleur qu'elle a prise lui a rapidement donné une toute autre dimension.

LES CONDITIONS AYANT INFLUENCE LA GREVE

Si le mouvement des mineurs a pris rapidement une "importance nationale", c'est d'abord par son point d'impact : une des sources de la production énergétique. Quand la lutte commença, le 6 décembre, il y avait aux U.S.A. des stocks records de charbon. De plus, son usage domestique y est aujourd'hui peu répandu. Cette situation défavorable aux grévistes se trouva en bonne partie inversée par la rudesse exceptionelle de l'hiver 77-78, le transport de charbon se trouvant partiellement bloqué par les tempêtes de neige, la demande accrue en combustibles produisant un début d'épuisement de certains stocks,etc... Même si ce problème a été gonflé par le gouvernement, qui en a fait un motif de chantage et d'intoxication de l'opinion publique, il a été également un facteur d'accentuation de la pression des grévistes.
Un autre facteur entrant en ligne de compte a été la division de l'organe du Capital parmi les ouvriers, le syndicat. On sait que A. Miller, dirigeant de l'UMWA (United Mine Workers of America) avait été réélu pour 5 ans à la tête du syndicat en juin par seulement 40 % de voix au 3° tour. On comprend alors les motivations de certains bureaucrates locaux, pour qui un "soutien" aux mineurs pouvait être, par la même occasion, un moyen d'affaiblir la direction minoritaire de l'appareil.
Finalement, le facteur essentiel ayant joué un rôle dans la grève est la combattivité propre des mineurs américains. Celle-ci, qui s'était déja exprimée à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, s'illustra de façon radicale, comme nous le verrons ultérieurement.

LES FRERES ENNEMIS DU PATRONAT ET DU SYNDICAT

C'est à la suite d'un problème de renouvellement de contrat que la grève s'engagea le 6 juin 77. De source patronale, les compagnies minières avaient offert des salaires environ 30 % supérieurs à ceux du contrat expiré. Mais le point central était leur effort pour supprimer les grèves sauvages et les débrayages spontanés n'entrant pas dans le cadre des relations contractuelles normales patronat-syndicat.
C'est seulement 9 jours après le commencement du conflit qu'eu lieu une première tentative de compromis. Les bases d'accord que le patronat (regroupé dans la BCOA, Bituminous Coal Operators Association) et l'UMWA tentèrent d'imposer ne s'éloigna jamais beaucoup du projet initial. Si elles représentaient une augmentation substantielle des salaires et sauvegardaient l'essentiel du système social des mineurs, elles visaient avant tout à réprimer la combattivité ouvrière : prélèvement individuel d'une amende de 22 $ par jour pour les mineurs participant à des grèves sauvages, renvoi des "leaders" de ces grèves, etc... C'est d'ailleurs au syndicat lui-même qu'était dévolu le rôle de mettre à l'amende chaque mineur participant à de telles luttes. Si ce contrat déclencha, pour les raisons que nous avons déja signalé, le refus de nombreux présidents locaux du syndicat, Miller et l'équipe chargée des négociations le trouvèrent excellent, agréant y compris à sa "clause de stabilité". Miller déclara même à des reporters que cette tentative de pacte avec la BCOA était de loin "le meilleur accord négocié dans une industrie importante ces dernières années".
Cette attitude de franche et fraternelle collaboration persistera après le rejet du projet par les mineurs et la continuation du mouvement. C'est ainsi que lorsque à la mi-février Carter demanda aux UMWA et BCOA de reprendre le dialogue immédiatement à la Maison Blanche, Miller répondit : "Nous restons prêts à négocier à n'importe quel moment - le plus tôt sera le mieux" !
Cette ardeur se montra par contre beaucoup plus réservée lorsque les mineurs eurent à affronter la répression étatique :

- utilisation de la police d'Etat pour attaquer les grévistes,...
- menace de Carter d'utiliser le Taft-Hartley Act (loi "gelant" la grève et revenant en fait à une reprise du travail par la force, utilisée la dernière fois par Nixon en 1971 pour mater une grève des dockers de West Coast) pour mettre fin à la grève. Le gouvernement sera pourtant obligé de prendre des précautions, en ne mettant pas totalement en jeu les formalités du Taft-Hartley Act. En ceci, il eu parfaitement conscience du fait que le carcan syndical serait plus propice qu'un affrontement ouvert pour obtenir la reprise du travail, comme en témoignent les paroles d'un officiel du gouvernement déclarant, le 15 mars, qu'il se sentirait mieux dans sa peau si le contrat était approuvé par une majorité substancielle du Comité de négociation avant d'être soumis à la base. En fait, le comité approuva le projet par 22 voix contre 17. Au même moment, un opposant au contrat déclara à la radio que celui ci n'était pas ce que les mineurs désiraient, c'est à dire une complète gratuité des soins médicaux et une garantie pour la sécurité (et donc en fait le droit à la grève sauvage).

En ce qui concerne les dirigeants syndicaux lo-

caux, leurs positions furent plus nuancées (certains demandant que le contrat soit discuté par la base avant d'être accepté, ce qui au delà des arguments démocratiques était une bonne façon de ne pas se mouiller en prenant ouvertement position pour ou contre celui-ci), quelques-uns se solidarisant des grévistes (les mots ne coutent pas cher !) En fait, c'est bien à la fois les organisations patronales et syndicales et l'Etat que les ouvriers durent affronter.

LA RIPOSTE OUVRIERE

La durée de la grève des mineurs, face à toutes les pressions qu'ils durent subir, est à elle seule une preuve indéniable de leur combattivité. Quelques exemples permettront d'encore mieux illustrer celle ci.
Ainsi, cette remarque d'un mineur d'Ouest Virginie, "Même sans clause anti-grève dans le contrat, ils nous traineraient devant les cours de justice pour de soi-disant grèves "illégales" ainsi qu'ils l'ont fait ces dernières années. Miller a été le seul à céder quelque chose, et les patrons l'aiment". Les récits d'actions conduites par les mineurs qui nous sont parvenus (*) sont encore plus nets :

- un groupe de mineurs (de 200 à 500 selon les sources différentes) venant de plusieurs Etats a convergé à Washington pour exprimer leur hostilité au contrat devant les négociateurs du syndicat qui étaient en session pour savoir si le contrat devait être proposé ou non à la base. Les travaux du cômité ont été suspendus. C'est la deuxième fois en quelques mois que les leaders de l'Union sont pratiquement assiégés dans leurs bureaux. Miller aurait déclaré que le cômité se réunirait plus tard. Un des leaders de cette manifestation déclarait à la radio, "Ils ont attendu la vague de froid et l'épuisement des stocks pour nous proposer ce contrat. Si nous refusons le contrat, il sera facile de nous rendre responsables de la situation ... peut-être même d'obtenir un ordre du gouvernement pour nous faire reprendre le boulot. Mais nous n'accepterons pas le contrat..."
- une manifestation semblable de 300 mineurs du District 6 eu lieu dans l'Ohio, pour exprimer leur opposition au fait que les négociateurs de l'UMWA avaient accepté des pénalisations contre les grévistes sauvages.
- fin décembre, dans l'Est Kentucky, une caravane de 100 voitures de mineurs du District 6, alliés à 200 piquets de grève locaux, intercepta 30 wagons transportant du charbon et les força à déverser leur contenu sur la route principale. Dans plusieurs endroits, le charbon fut récupéré par la population locale.
- en Alabama, une véritable bataille rangée a opposé la police qui voulait délivrer un groupe de jaunes pris comme otages et les grévistes utilisant revolvers, fusils et dynamite.
- dans l'ouest Kentucky, une bataille eu lieu entre 400 piquets de grève et 50 flics anti-émeutes nationaux qui jetèrent des grenades lacrymogènes dans la foule. Deux grévistes et un flic durent être hospitalisés et quinze ouvriers furent arrêtés.
- une section du Norfolk and Western Railway, dans le comté de Mercer, fut dynamitée par des mineurs, etc...

En conclusion, si cette lutte de la classe ouvrière américaine fut exemplaire par sa radicalité, comme beaucoup d'autres, elle prit fin de par ses propres limites. S'affrontant, parfois violemment, au syndicat, elle ne sut (dans la limite de nos informations) pas déboucher sur une remise en cause du syndicalisme en tant que tel (**). Plus encore, elle ne put déboucher sur une solidarité active de secteurs importants de la classe ouvrière américaine. Plusieurs facteurs entrent ici en ligne de compte :

- le niveau de conscience de la classe ouvrière dans son ensemble ;
- les limites apportées à une généralisation du mouvement par les revendications propres des mineurs;
- la confusion apportée par toutes les fractions politiques démocratiques, en particulier les gauchistes qui n'eurent rien d'autre à avancer qu'une "solidarité" purement idéaliste et un soutien au syndicat pour que celui-ci se démocratise ;
- l'incapacité des groupes révolutionnaires américains à être des facteurs actifs de cette solidarité. Il ne s'agit pas ici de lancer la pierre à des camarades tentant de se hisser à la hauteur des tâches du moment dans des conditions souvent difficiles. Bien au contraire, il s'agit de tirer les leçons des tentatives infructueuses faites dans cette direction (par exemple par les camarades de "A World to Win" de San-Francisco) pour clarifier les formes et le contenu de ce que peut être une intervention révolutionnaire dans le cadre d'une lutte ouvrière de cette importance.

Piquets contre briseurs de greve dans l'Ohio

(*) que ce soit par la lecture de la presse américaine ou par des "informations directes" provenant en particulier d'un camarade du groupe "A world to win".
(**) bien que la diminution constante du taux de syndiqués puisse être interprétée comme un affaiblissement relatif du carcan syndical : "Alors que le nombre de travailleurs dans les mines ne cesse d'augmenter, le nombre de syndiqués à l'UMW diminue - 400 000 en 1945 et 170 000 aujourd'hui." (C. Reeves - Les mineurs américains, une grève pour la défense de la grève sauvage. Revue Spartacus, 9, 7, 1978)

Directeur de publication: A.ROBIC
Imprimeur: G.TAUTIN_4,passage Dieu.75020PARIS
Dépot légal: 2ème trimestre 1978
Commission paritaire des publications et agences de presse N°57578

AUTONOMIE OUVRIERE, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE -

Un Peu d'Histoire !

La réapparition du prolétariat sur le terrain de la lutte offensive contre un capitalisme qui connaissait les premisses des convulsions d'une crise économique, aujourd'hui partie prenante de notre quotidien, s'est accompagnée de nombreuses ruptures théoriques et pratiques avec les idéologies bourgeoises, les vieilles pratiques, et les forces d'encadrement capitaliste au sein de la classe ouvrière. A celle-ci a correspondu la réappropriation limitée des principes communistes par quelques groupes révolutionnaires à l'échelle mondiale. Cette réappropriation s'est faite en tant que produit de la pratique prolétarienne qui a renoué avec les formes autonomes et souveraines d'organisation des luttes : cômités de grève (France depuis 68), assemblées générales (Espagne depuis 72), collectifs autonomes ouvriers (Italie depuis 68), cômités ouvriers en Pologne (70-71, 76),... Toutes les grandes luttes ouvrières depuis 10 ans manifestent avec plus ou moins de netteté une tendance à la rupture avec l'emprise bourgeoise sur le mouvement ouvrier, même si ce processus est partiel, inachevé dans le sens de sa défaite et de sa récupération par la conjugaison des anciennes forces bourgeoises (partis de gauche, syndicats) et des nouvelles (gauchistes) qui oeuvrent en milieu ouvrier.
S'il ne faut pas s'illusionner sur la force actuelle des tentatives prolétariennes contre la citadelle capitaliste, néanmoins il faut constater que les coups de boutoir des travailleurs, alliés à l'aggravation de la crise économique, ont permis un certain effritement des thèmes d'embrigadement (mythe démocratique, électoral, manque de crédibilité des unions de gauche, syndicalisme contesté,...), quand ils n'ont pas, comme en Italie, fait apparaître les chefs de la gauche (Berlinguer, Lama) comme de parfaits laquais du capital.

Parallèlement au renouveau prolétarien et à l'émiettement des traditionnelles forces d'encadrement, il y eut une montée du gauchisme, amenant avec lui les thèmes mystificateurs qui, après avoir fleuri dans la jeunesse scolaire et universitaire, allaient gangrenenr les travailleurs et tenir lieu de fausses perspectives.
Ces thèmes mystificateurs qu'on peut classer globalement sous le terme de "Tiers-mondisme" prônaient le soutien inconditionnel aux "luttes de libération nationale" en cours (Indochine, Palestine, Irlande, Angola,etc...) ou fétichisaient le guerillérisme (guévarisme) en Amérique Latine. Reprenant les slogans maoïstes, on clamait que le "pouvoir est au bout des fusils", mais ces fusils étaient aux mains des cliques nationales-bureaucratiques.
Un nouveau pôle, gauchiste, allait prendre sur lui de dévoyer les luttes des travailleurs sur le terrain nationaliste et le soutien à la constitution d'Etats ou de cliques bureaucratiques rivales (cf. la "Grande Révolution Culturelle Prolétarienne"), relayant ainsi les staliniens du P."C."F. qui firent tant pour inculquer au prolétariat l'amour des thèmes chauvins. Les gauchistes (en particulier les maoïstes) flattèrent le nationalisme des travailleurs immigrés, catégorie que les partis de gauche n'ont jamais pu bien pénétrer ... et pour cause !
La faiblesse de l'intervention au sein de la classe des révolutionnaires, incapables d'être autre chose que des sectes élitistes ou académiciennes, contribua encore plus à faire du gauchisme une pseudo-alternative de rupture qui noya de nombreuses énergies ouvrières, avant d'emporter avec elle bon nombre d'organisations gauchistes (surtout maoïstes et spontanéo-léninistes, tel V.L.R. en France, Lotta Continua et les divers groupes léninistes en Italie).

Le Terrain Gauchiste de l'Autonomie Ouvrière

Aujourd'hui, deux courants sont le produit de ce qui fut une rupture très incomplète du prolétariat d'avec les thèmes de la contre-révolution :

- le trotskysme, sous-marin stalinien, qui vit dans l'espérance des miettes que pourrait lui laisser le P.C., et joue son parfait rôle de cône de déjection des staliniens en rupture de Parti.
- les héritiers des groupes activistes et des théoriciens de la lutte armée (ex-Gauche Prolétarienne, organisations maoïstes) fascinés par les "luttes nationales" et deçus par l'évolution de leurs matrices soviétique ou chinoise. Ce sont de ces derniers que proviennent des groupes terroristes comme les Brigades Rouges, la R.A.F. ou leurs petits émules (1). Ce sont encore eux que l'on retrouve dans "l'aire de l'autonomie" italienne et pour une partie chez les "autonomes" français (cf. la revue "Autonomie prolétaire" dont les membres proviennent de l'ancienne "Cause de Peuple").

Il est important de faire quelques mises au point sur "l'autonomie ouvrière". Pour notre part, nous avons indiqué notre position (cf. J.T. N° 17 : "Mise au point sur l'Autonomie Ouvrière") et notre pratique peut se vérifier par la direction de notre travail (vers la contribution à la constitution de G.A.O.) dont notre organe s'est souvent fait l'echo.

<u>SUR L'ITALIE</u> :

Si une fraction minoritaire de "l'aire de l'autonomie" italienne comporte des aspects positifs (anti-syndicalisme militant, pratique autonome révolutionnaire,...) (2), on ne peut que constater que l'autre partie, de loin la plus importante,

soit est sur des positions marginalistes, soit verse dans le culte de la violence, de la fascination pour la stratégie terroriste (du moins jusqu'à la mort d'Aldo Moro), et dans l'avant-gardisme léniniste le plus éculé. A ce sujet, l'opuscule "L'Autonomie" (Spartacus B 90, mars-avril 78) montre bien que la quasi totalité des groupes politiques de "l'aire" se compose de "marxistes-léninistes" ayant plus ou moins mal digéré leur passé, et n'étant pas dégagés des vieux thèmes substitutistes. En ce sens, il existe un lien, au moins théorique, entre certains de ces groupes et des organisations terroristes telles que les Brigades Rouges qui peuvent se reconnaître dans certaines thèses publiées par le journal "Rosso" (journal des "collectifs politiques ouvriers"), comme nous le verrons plus tard.

Ceci dit, il ne faut pas oublier que le mouvement de l'Autonomie ne se réduit pas à ces groupes politiques (qui sembleraient en perte de vitesse), mais se comprend comme un mouvement social de lutte contre le capital, à l'exemple du mouvement du printemps 1977 (3) lequel malgré les multiples confusions qui existaient en son sein révélait aussi des aspects positifs, ne serait-ce que dans la nécessité qu'eurent certaines tendances du mouvement à affronter la gauche (cf. l'expulsion de Lama de l'Université). L'autre aspect de l'autonomie ouvrière, d'ailleurs peu lié à ce que l'on nomme "l'aire de l'autonomie", est les Assemblées autonomes d'usines (Fiat, Alfa-Romeo, etc...) à

partir desquelles peut se développer une réelle autonomie de classe.

SUR LA FRANCE :

La France, c'est connu, est le pays des modes. Il y a donc une mode autonome ! Mais si on croit que cette mode s'intéresse aux groupes de travailleurs qui émergent ici et là dans quelques entreprises (B.N.P., Peugeot-Sochaux, banques, P.T.T.,...) on se trompe. Les "Autonomes en France" apparaissent plus comme des avatars d'un gauchisme qu'ils rejettent avec d'autant plus de violence qu'il leur colle encore à la peau, que comme un mouvement de rupture avec l'idéologie capitaliste. Adeptes des actions spectaculaires et vénérant le culte de la violence, ils participent à leur manière aux rituels : affrontements systématiques lors des manifestations,... La violence n'étant pas un critère politique, il se révèle que leur pratique et leur terrain de lutte n'est en rien différent de celui des gauchistes : "Pour le reste : sqatterisation, insoumission, écologie, radio libre, lutte contre les hausses, désobéissance civile au sens large ; ils n'ont en rien le monopole de la lutte." (Rouge 20-21 mai 78).

Ce n'est pas tout de considérer le P.C., les syndicats et les gauchistes comme des entraves au mouvement révolutionnaire, il faut que l'alternative proposée soit elle aussi révolutionnaire. Sans penser que tous les "autonomes" se reconnaissent dans les thèmes "désirants" (Vivre ici et maintenant) ou "veuves-maos", certaines lectures nous semblent cependant être du déja vu : "La lutte armée pour le communisme n'est pas un mythe. C'est une réalité qui dépasse largement les points forts que furent l'exécution de Tramoni par les NAPAP, le 23 mars 77, ou les affrontements masses/flics d'Alesia, Bastia et Montredon. La lutte armée en France c'est le FLB en Bretagne, le FLNC en Corse, "ceux du Nord" au pays basque, ce sont les collectifs ponctuels de résistance dont les actions sont si diverses, nombreuses et cela nationalement" (Autonomie prolétaire, Cahiers théoriques N°1, mai 78).

Cet argutie contre-révolutionnaire se passe de tout commentaire, et "Rouge" peut sans mal se retrouver dans ces thèmes-ci.

Le Contenu Contre-Révolutionnaire d'une Stratégie Terroriste

Face aux stratégies terroristes des groupes tels la R.A.F., les brigades rouges et leurs émules, il y a plusieurs attitudes.

1- Celle des humanistes qui rassemble dans une union sacrée révélatrice tous les défenseurs patentés du Capital, de la droite au gauchisme (cf. notamment en France la journal Libération et la L.C.R.). Il a fallu la mort d'Aldo Moro pour que soudainement des "camarades qui se trompent" deviennent des "fascistes rouges", que ceux qu'hier on soutenait (cf. la RAF par exemple) deviennent aujourd'hui des chiens galeux. Ainsi, face à la mort, la pire des "crapules capitalistes" retrouverait sa "dignité d'homme". Quelle injure faite là aux milliers d'anonymes, prolétaires et paysans massacrés par le Capital de l'Est à l'Ouest et qui peuplent encore les charniers africains, sud-américains ou asiatiques ! Béria liquidé dans une cave du Kremlin en 1953 par la fraction de Kroutchev, comme Moro par les B.R., aurait-il retrouvé une dignité d'homme !

2- Celle des soutiens critiques à ces "camarades qui se trompent" mais qu'il faut défendre contre l'Etat capitaliste. Ceux-là ont fait leur la stupide maxime qui veut que "celui qui n'est pas avec nous est objectivement avec les autres". Ces admirateurs critiques regroupent aussi bien les nostalgiques bordiguistes de la "terreur rouge" (cf. le P.C.I., Programme Communiste) que "l'aire de l'autonomie" (aussi bien en France qu'en Italie). Ce n'est que sous la pression de la vague humanitariste que certains d'entre eux sont arrivés à une position plus "positive", "ni avec l'Etat, ni avec les brigades rouges".

Mais cette position - contre toutes les fractions capitalistes, sur le terrain du prolétariat - doit être la conclusion d'une critique politique des organisations terroristes, une critique du contenu contre-révolutionnaire de ces organisations, des principes politiques et de leur compréhension du cours mondial de l'impérialisme qui guident leurs actions politiques. Cette démarche positive rënvoie dos à dos les humanistes et les fétichistes de ceux qui "s'attaquent par la violence à l'Etat bourgeois".

3- Trois axes guident les positions des brigadistes et des groupes qui erigent le terrorisme en stratégie :

- une vision substitutiste de l'organisation et donc social-démocrate de la lutte des classes avec une exaltation de l'organisation comme contre-Etat ;
- une conception qui relie leur lutte à celles d'une"libération nationale" ;
- une incompréhension de la nature et du rôle des partis "communistes".

a- Avant-gardisme

Ce qui caractérise les groupes terroristes c'est leur non-rupture avec les théories et pratiques léninistes et plus particulièrement avec son avatar maoïste (cf. les références à "la justesse de la ligne de masse). Les deux textes présentés par le Collectif l'Encrier (Textes de l'Autonomia Operaia - Parti-soviet et lutte armée) tirés d'un numéro spécial des "Temps Modernes" sur l'Italie, sont particulièrement révélateurs. La démarche des "brigadistes", des "partisans de la lutte armée" est typique d'une avant-garde auto-proclamée qui se conçoit comme le "parti communiste combattant" de la classe ouvrière. Ainsi, peut-on lire dans le journal Rosso (4) : "Pour cela la conscience doit être aussi extérieure à la classe - le parti-, alors que la conscience interne est le but de la classe -le soviet-, le pouvoir des prolétaires organisés en état, puis en société communiste" (Textes sur l'autonomia operaia p. 63). Cette argumentation est révélatrice de l'incompréhension de la théorie communiste, mais claire quant à son contenu social-démocrate (on y voit poindre le vieux thème du "Parti de Masse" cette fois dédoublé en Parti et Soviet). Certes, il est pris soin de déclarer que le parti est l'instrument de la classe, qu'il ne doit pas se substituer à elle, etc..., mais il y est aussi écrit qu'"il faut une organisation prolétarienne de masse - l'autonomie ouvrière organisée en un parti communiste révolutionnaire qui sache commander, généraliser et exploiter les milliers d'"épisodes" d'affrontements armé de classe ; cela peut vraiment ouvrir la voie" (p. 54). Pour mieux éclairer la lanterne de nos lecteurs, on peut citer ce passage, peut-être le plus significatif car il explique la démarche brigadiste et ses liens théoriques avec une partie du mouvement autonome : "Le parti révolutionnaire est un élément fondamental de cette construction politique sans laquelle le processus révolutionnaire ne pourrait être ni maintenu, ni accéléré, sans lequel viendrait à manquer ce pôle dialectique du commandement politico-militaire qui en se soudant parfaitement avec l'action des masses est en mesure de guider et de déterminer les divers phases de l'affrontement" (op.cit. p. 61).

Ayant analysé l'Italie comme le "maillon le plus faible de l'impérialisme" (vieux refrain !) (Résolution stratégique des B.R., février 78), les B.R. se sont donc attelées à la "construction du parti communiste combattant"(Résolution de la direction stratégique des B.R., avril 75) pour la " création de contradictions politiques à l'intérieur de l'alignement ennemi" (idem), dans la perspective d'arracher l'Italie aux maillons de la chaîne impérialiste et changer l'organisation de la production. S'étant constitués en contre-Etat, les B.R. attaquent l'Etat pour défendre la cause prolétarienne...?...Non ! C'est pour récupérer ses chefs, donc nourrir son auto-reproduction, mener sa propre guerre, ériger sa "justice populaire" et ses "tribunaux révolutionnaires" qui fleurent bon le jacobinisme et le stalinisme mal digéré !

b- Conception nationale :

Comme nous venons de la voir, la conception de la lutte des brigadistes est celle d'une organisation menant une "guerre de libération nationale" : libérer l'Italie de la chaine impérialiste et de la démocratie chrétienne complice des multinationales. Il n'est donc pas étonnant que les B.R. se réclament d'un courant où l'on retrouve les organisations palestiniennes et l'I.R.A. (Irlande), lesquelles ont déja un long passé anti-prolétarien et stalinien (liquidation physique des opposants). Les méthodes qu'emploient les B.R. (commandos abattant froidement des individus désignés à l'avance) ne sont pas neutres et sont liées au contenu bourgeois de leurs positions politiques, à une vision nationale de la lutte. Cette conception prend toute sa signification quand, niant le déterminisme marxiste et donc ne liant pas le problème de la violence prolétarienne, de la guerre civile, à une situation objective qui pousse le prolétariat dans cette voie, les B.R. déclarent : "nous voulons la guerre, mais ce n'est pas nous qui créons la contre-révolution". C'est de l'inconséquence, de l'idéalisme, car dés lors que le prolétariat affronte la bourgeoisie sur le terrain de la lutte armée, il doit prendre en compte la réaction bourgeoise, donc la contre-révolution.

c- Contre-révolution :

Il se révèle donc chez les B.R. une totale incompréhension de la situation de l'impérialisme et du processus révolutionnaire prolétarien. Nous pouvons leur attribuer l'épithète de "jacobin" dont Rosa Luxembourg qualifiait Lénine, et qui aujourd'hui prend une signification éminement contre-révolutionnaire.

Cette incompréhension est significative quant à leur tactique vis à vis du P."C."I. et des blocs capitalistes d'Etat (URSS, Chine, Cuba,...). Les B.R. s'attaquent aux multinationales, aux impérialismes occidentaux et au personnel démocrate-chrétien. Mais ils ne pipent pas mot des impérialismes russe ou chinois. Doit-on considérer que ceux-ci se trouvent dans le camp des B.R.? Le silence des groupes terroristes à ce sujet nous y enclint. Le P."C."I. n'est pas considéré comme un parti bourgeois, un parti contre-révolutionnaire, mais une organisation dirigée par des "révisionnistes-traitres", qu'il faut détacher du bloc du "compromis historique" et faire s'en retourner à une virginité supposée révolutionnaire. Nous seulement nationaliste, la demande des B.R. ne se libère pas du carcan stalinien.

Nous venons de voir que la question n'est pas de condamner des méthodes, mais de montrer à quelles positions politiques ces méthodes sont liées. Il

est évident que la stratégie terroriste des B.R. n'est pas erronée, mais "appropriée" aux positions politiques et à la stratégie d'une oganisation politique précise, une organisation qui se situe dans le camp du capital.

Terrorisme, Terreur et Violence Révolutionnaire

Notre dénonciation des B.R. et de leur stratégie terroriste n'est nullement une condamnation de la violence et de sa nécessité dans les luttes des classes. S'il y a de la part des révolutionnaires actes de terrorisme, de terreur et de violence, ce n'est nullement par plaisir. Le terrorisme, la terreur et la violence ne sont pas des moyens intrinsèques au prolétariat, puisque ce sont des méthodes que la société communiste abolira, en abolissant les classes. Elles sont et seront utilisées par le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie et dans la révolution prolétarienne. Il est donc faux de dire que le terrorisme ou la violence sont des méthodes étrangères à la classe ouvrière, car tant que le prolétariat restera le prolétariat, donc qu'il y aura encore des classes, ces méthodes subsisteront.

1- Contre tout terrorisme ?

Si le terrorisme doit être condamné, parceque violence minoritaire utilisée en dehors d'une lutte de classe, on ne doit pas dénoncer, mais comprendre, les groupes ou individus prolétariens qui l'utilisèrent dans des circonstances historiques données, caractérisées par une paralysie du mouvement prolétarien ou l'existence d'une société répressive et bloquée dans son évolution. Ainsi en est-il des bombes anarchistes de la fin du 19° siècle, dans une période marquée par la contre-révolution triomphante sur les charniers de la commune et par la pratique anesthésiante de la social-démocratie sur le prolétariat ; ainsi en est-il de la Russie tsariste où même les bolchéviks employèrent le terrorisme (Kamo et la période 1906-1910).

Plus près de nous est l'exemple des camarades du M.I.L. (aujourd'hui disparu, cf. J.T. N°1 février 74 et les brochures "La vérité sur les gangster de Barcelone", "Violence et solidarité révolutionnaire" J. Barrot - Ed. de l'Oubli), qui attaquèrent des banques pour alimenter les caisses de grèves et que les révolutionnaires devaient soutenir face à la répression de l'Etat bourgeois. Mais ces camarades ne firent pas des actes terroristes, des actions aveugles et stratégiques. Cela était évidemment lié au contenu communiste de leurs positions politiques, en rupture avec la contre révolution. Cela n'a rien à voir avec les actions de commandos des B.R., où l'attaque des banques permet la reproduction de leur organisation. Il est symptomatique que pour le camarade Puig Antich, il n'y eut ni mobilisation des gauchistes ni, à fortiori une explication des positions de ces camarades, à une époque où les basques de l'E.T.A. faisaient mobiliser des milliers de personnes dans la rue, comme hier la R.A.F.. Le "terrorisme" des camarades du M.I.L. n'était pas non plus neutre !

La fin de cet article paraitra dans J.T. N° 22.

1- Par exemple les NAPAP en France
2- Il faut noter que des groupes tels "Collegamenti per l'organizazzione diretta de classe" ou Colletivo Edili (collectif des ouvriers du bâtiment) de Consenza, tout en participant au mouvement social, ne se reconnaissent pas dans "l'aire de l'autonomie".
3- voir J.T. N° 15 (extrait d'une lettre des camarades de Rovigo)
4- Rosso : "Revue des collectifs politiques ouvriers", léninistes (construction du parti). Proche des B.R., du point de vue idéologique, jusqu'à l'affaire Moro.

SUITE DE LA PAGE 16

(6) les textes de G.A.O dans les numéros I2, I3, I4, I5, I6, I8 et I9 de J.T.

(7) J.T n° I7, oct/nov.77.

(8) texte "Le C.C.I face à l'intervention dans la classe" (Bulletin Critique n° I, P.S BP 3457, 59019 Lille Cedex).

(9) J.T n° I6, p.20, juil/sept.77 et J.T n° I9, p.I et 3, fév/mars 78.

(I0) par exemple au travers des 9 numéros parus : - textes de C.Reeve sur le Portugal, l'Espagne, le refus du travail, Cuba,...
- textes de Galar sur la Chine, l'inflation, la dictature du prolétariat,...
- textes de S.Bricianer sur Pannekoek, la Chine et la dictature du prolétariat également,...
(Spartacus - R.Lefeuvre, 5 rue Ste-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris).

(II) Correspondance :
- Echanges et Mouvement, BP 24I, 75866 Paris Cedex I8;
- La Guerre Sociale, 2 rue Wurtz, 750I3 Paris;
- La Lanterne Noire - P.Blachier, BP I4, 92360 Meudon la Forêt (ne pas mentionner le titre de la revue).

(I2) Collegamenti : Gianni Carrozza, CP I362, 50I00 Firenze;
Mais aussi : Filo Rosso (collectifs politiques autonomes de travailleurs des banques, transport, santé...), Via di Porta Labiana, I2/I3 Roma.

(I3) Théorie et Pratique, calle Santa Teresa 6, Madrid 4;
Mais aussi : Emancipacion, calle Guipuzcoa II, Madrid 4.

(I4) Root and Branch, Box 236, Sommerville, Mass.02I43 - Etats-Unis;
Arbetarmakt, Box 49035, I0028 Stockholm - Suède;
Solidarity for Social Revolution, I23 Lathom Road, London E-6 - Grande-Bretagne;
A World to Win, PO Box I587, San Francisco, CA 94I0I - Etats-Unis;
Combate, Rua da Atalaia 204, Lisboa - Portugal;
Minus 7, I80 Lockhart Rd, I st Floor, Wanchai - Hong-Kong.

(I5) supplément au n° 20 de J.T, 2F.

ACTUALITE DE MAI 68 (2)

"COHN-BENDIT, QUI EST-CE ?" (G.Seguy)

Avant d'aborder la dernière partie des leçons sur les racines et les implications de l'explosion sociale que fut Mai 68 (suite de l'article paru dans le n°20 de J.T), il est nécessaire de réfléchir un instant sur la vaste récupération que tente d'opérer le système capitaliste vis-à-vis de tous les aspects et thèmes du Mouvement qui l'a ébranlé.

Déjà, dans les mois, voire les premières années qui suivirent "l'évènement", diverses méthodes de récupération avaient largement été utilisées. Cependant, cette fois-ci, dix ans après, en profitant de l'occasion offerte par cet "anniversaire", le rouleau-compresseur de la normalité bourgeoise s'est mis en marche. Les mass-média dans leur ensemble (télévision, radio, presse,...) se sont mobilisées pour "donner la parole" à tous les représentants des forces contre-révolutionnaires. Ces canailles ne s'en privent pas ! Elles y vont chacune de leurs petits couplets, témoignages, analyses, révélations "inédites", souvenirs attendris,..., afin de dissimuler la vraie nature de Mai 68 sous un flot de mensonges ou bien de la noyer dans une confusion généralisée. Les émissions, interviews, articles, recueils d'affiches et de photos, films, débats livres, etc..., se seront succédés et accumulés à la cadence d'une production marchande canalisant les besoins et donc la demande de consommation. Nous avons assisté à l'érection d'une véritable tour de Babel par les fractions capitalistes, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, dans le but de conjurer l'immense trouille que leur a collée le spectre de la reprise globale de la lutte de classe. Rien n'a arrêté les partis, syndicats, gauchistes, et autres sociologues ou "nouveaux philosophes" - tous détenteurs en leur ciboire de ce qu'ils appellent "l'Esprit de Mai" (dixit l'ex-gaullo-maoïste M.Clavel !) - dans leur oeuvre de consolidation du système. Ils ont déversé à pleins tombereaux leur merde idéologique pour contribuer au replatrâge de l'édifice dans le sens de la paix sociale, de la restructuration de l'Etat capitaliste et de la défense de l'économie nationale (la situation actuelle en Italie avec l'Union Nationale réalisée grâce à l'anti-terrorisme à propos de l'affaire Moro, les a d'ailleurs particulièrement aidés pour remplir ce sale boulot; cf. l'article sur le terrorisme dans ce même numéro) !

Un des points culminants de ce travail de récupération a été atteint par le biais de l'unanimité exprimée (à part le ministre de l'intérieur C.Bonnet) sur le cas du retour en France de D.Cohn-Bendit. Avec l'aide de ce dernier qui avait écrit pour plaider en sa faveur à tout ce que le capital national compte comme sommités : des syndicats à R. Aron, une touchante entente s'est faite, en effet, pour réclamer l'abrogation de la mesure d'expulsion qui le frappe depuis Mai 68. Ainsi, de G.Seguy qualifié "d'un des représentants des forces démocratiques" par Cohn-Bendit dans la lettre qu'il lui avait envoyée (où sont passées les "crapules staliniennes" ?), à M.Droit regrettant presque d'avoir employé la formule "ce petit boche joufflu et bedonnant", en passant par A.Glucksmann qui réclame le "droit au sol natal" pour un enfant de Montauban (!) ou par M.Debré, voire par l'ancien préfet de police M.Grimaud, tous ces pantins sont tombés d'accord pour que celui qui reste, à tort, un "bouc émissaire" puisse revenir dans "notre douce France" afin de "revoir ses copains"...et pourquoi pas reprendre ses études interrompues de sociologie à la faculté de Nanterre !?

Pour clore cet avant-propos, nous citerons le début de l'un des rares ouvrages parus récemment et qui essaye de s'opposer à la vague de récupération. C'est le livre de J.Baynac intitulé "Mai Retrouvé" (éd. R.Laffont) dont nous conseillons la lecture. Bien que sa première partie sur le mouvement étudiant soit la plupart du temps plutôt du domaine du western à la Sergio Léone que de la réflexion politique, il faut souligner le grand intérêt de la deuxième partie : "l'alliage travailleurs-étudiants". En effet, celle-ci traite avec sérieux de ce que fut l'action réelle et méconnue du Comité d'Action Travailleurs-Etudiants installé à la faculté de Censier, du Comité Inter-Entreprises regroupant les Comités d'Action ou de Base de plusieurs entreprises, à l'image des Comités de Base Rhône-Poulenc à Vitry. Elle parle également du rôle non négligeable joué dans cette action par les quelques éléments véritablement communistes de l'époque autour de La Vieille Taupe, du G.L.A.T ou des Cahiers de Mai :

"Sur les pavés, la page..."L'Histoire de la Commune a été escamotée", dit Michelet pour la Révolution française. "L'Histoire de la Commune a été fabriquée par des escamoteurs"

M. Séguy intervient pour le retour en France de M. Cohn-Bendit

Poursuivant ses démarches officielles et officieuses (*le Monde* daté 22-23 janvier et du 31 mars), pour obtenir l'autorisation de revenir en France d'où il a été expulsé à la fin du mois de mai 1968, M. Daniel Cohn-Bendit, ancien porte-parole du mouvement étudiant, vient d'écrire aux dirigeants des trois grandes centrales syndicales françaises pour leur demander d'intervenir en sa faveur. La C.F.D.T. doit faire connaître sa position ce mercredi 12 avril, et F.O. le 24 avril. M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a, quant à lui, écrit au ministre de l'intérieur pour donner un écho favorable à la requête de M. Cohn-Bendit. M. Séguy écrit notamment : « *Attachée à la liberté et au respect des droits de l'homme sous tous les régimes, la C.G.T. s'élève contre toutes mesures contraires aux dispositions définies par l'acte final de la conférence d'Helsinki, notamment en ce qui concerne la libre circulation des personnes. (...)*

» *Indépendamment de ce que nous pouvons penser des griefs ayant conduit à l'expulsion de M. Cohn-Bendit en 1968, nous considérons que l'annulation de cette mesure discriminatoire serait conforme aux traditions démocratiques et humanitaires de notre pays.* »

[Cet échange de correspondance est publié intégralement ce mercredi 12 avril dans « l'Humanité ». Oubliés, les propos enflammés du même journal qui, en mai 1968, pourfendait « ce prétendu révolutionnaire » et indiquait que « les manifestations en faveur de Cohn-Bendit ne peuvent être que division, diversion, provocation ». M. Séguy lui-même a trouvé la réponse à son ironique question d'alors : « Cohn-Bendit, qui est-ce ? » Dix ans après...]

13/4/78

renchérit Lissagaray pour 1871. De ce que certains ont appelé la Commune étudiante de Mai 1968, on pourrait dire de même si un siècle de développement économique n'avait considérablement modifié la forme de l'escamotage. "La consommation du mouvement de mai montre avec précision le stade répressif actuel : dans le passé on étouffait la liberté de parole par la censure, aujourd'hui par la prolifération massive d'ouvrages" constate un tract (signé "les amis de Bernstein, non daté, été 68). La fonction de l'escamotage, elle, n'a toutefois pas beaucoup varié et c'est ce qu'affirme un autre tract qui accuse les "pisse-copie" de vouloir "rejeter ainsi un soulèvement aussi inquiétant et l'écraser sous une pile de bouquins" (signé "Groupe d'intervention antifasciste" et "Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle", non daté, été 68). Et certes, que l'on n'entende rien à l'évènement par pénurie de parole ou qu'on soit assourdi par abondance de verbe, le résultat est le même : le sens est enseveli" (cf."Mai Retrouvé").

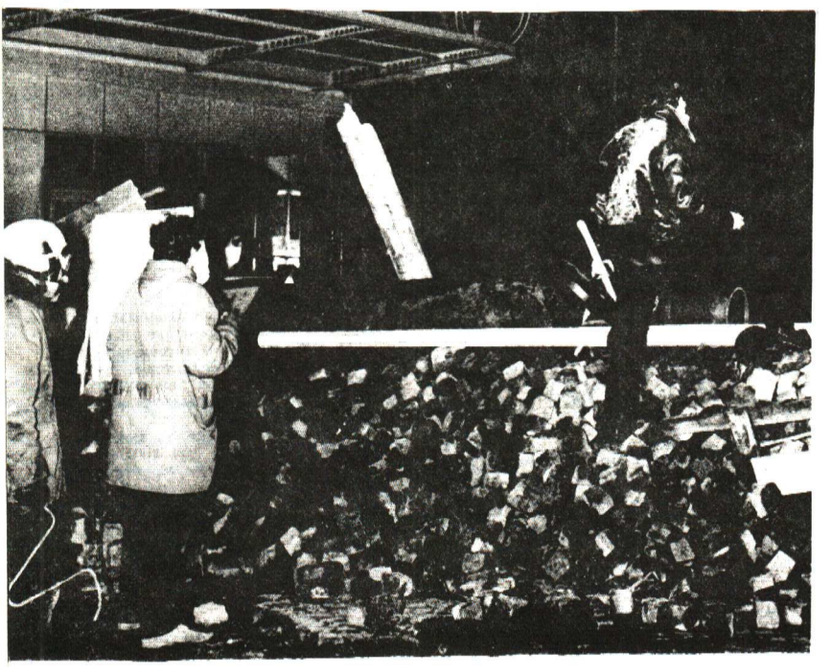
C) LA TROISIEME ET ESSENTIELLE IMPLICATION DU MOUVEMENT DE MAI FUT LE SURGISSEMENT ET L'AMORCE DE DEVELOPPEMENT DE POLES COMMUNISTES D'INTERVENTION ET DE CLARIFICATION AU SEIN DU PROLETARIAT.

Rappel d'une évolution :

Nous avons souligné il y a presque trois ans (I) comment ont surgi à travers diverses décantations les multiples tentatives de constituer des pôles communistes dans les années qui suivirent Mai 68.

Il suffit donc de rappeller les deux exigences fondamentales à laquelle répondaient ces tentatives :

- "La "retombée" des luttes en France et la confusion politique (cf. l'activisme gauchiste dont le plus beau fleuron a été la "Gauche Prolétarienne")..., imposaient alors aux groupes révolutionnaires de se préoccuper AVANT TOUT DE LA CLARIFICATION THEORIQUE, en particulier de la mise au point d'une plate-forme avec des positions de classe indiquant nettement la rupture avec la contre-révolution";



- "A partir de 72, la reprise de grèves "dures et longues" provoquée par les atteintes de plus en plus importantes de la crise (inflation, chômage),...le mécontentement croissant des couches en voie de prolétarisation..., l'accentuation de la répression..., les contradictions du gauchisme..., auraient dû imposer à ce moment-là aux groupes révolutionnaires d'entamer un travail D'INTERVENTION SUR LA BASE DE LEUR CLARIFICATION THEORIQUE ACCOMPLIE. Cela signifiait essentiellement dans un premier temps une diffusion des positions de classe dans les mouvements les plus significatifs pour dénoncer toutes les impasses et toutes les mystifications".

Nous avions employé le conditionnel passé car cette deuxième exigence, celle de l'intervention, ne fut pas du tout comprise à cette époque par une partie des militants révolutionnaires ayant pourtant contribué à la clarification théorique d'après Mai 68.

Si le P.I.C se forma en 74, c'était avant tout pour pallier à cette carence de ce que l'on pouvait encore désigner à ce moment-là du nom de "courant communiste". Il voulait poser "LES BASES d'une activité révolutionnaire RESOLUMENT TOURNEE VERS L'INTERVENTION". Ce souci des militants qui allaient constituer le P.I.C s'exprimait non seulement face à l'évolution de la situation politique en France mais surtout vis-à-vis de certains évènements qui, à l'échelle internationale en 1973, confirmaient la profondeur de la crise dans laquelle s'enfonçait le système capitaliste et la nécessité d'une révolution prolétarienne pour éviter à l'humanité la perspective d'une 3e guerre mondiale (massacre des ouvriers chiliens préparé par l' Unité Populaire, 4e conflit au Moyen-Orient).

Après avoir tenté de définir le mieux possible les bases de son action générale (2), le P.I.C élabora une "STRATEGIE D' INTERVENTION" et s'attela à remplir les tâches dérivées des deux grands AXES de cette intervention : la constitution de noyaux ouvriers révolutionnaires, l'organisation de campagnes révolutionnaires.

Cette amorce du développement de pôles communistes d'intervention et de clarification au sein du prolétariat a révélé depuis bientôt 3 ans la démission de tous les "constructuers de Parti" et de tous les encyclopédistes fervents d'élucubrations sur le communisme intégral, par rapport au travail militant à accomplir dans la classe. Mais surtout, elle a montré que leur démission se fondait sur des positions qui ne rompaient pas avec la contre-révolution c'est-à-dire avec le lénino-bordiguisme : en effet, construire le Parti ou Programmer le communisme signifie nier le processus de maturation de la conscience immanente au prolétariat et situer le siège de cette conscience à l'extérieur de celui-ci qui, bien entendu, ne peut qu'être trade-unioniste (cf. Kautsky et l'héritage social-démocrate).

Clarification autour de l'Autonomie Ouvrière :

Notre intransigeance dans le sens d'une contribution active à l'Autonomie Ouvrière

contribua à nous détacher de toute une série de groupes (cf. par exemple les lettres publiées dans ce même numéro vis-à-vis de R.I et de C.P.A.O). Mais ce ne fut jamais, contrairement à ce que veulent accréditer certains, dans l'optique d'un quelconque sectarisme. Nous n'avons à aucun moment prétendu détenir la vérité, en témoignent nos diverses tentatives passées - que ce soit lors de la campagne sur les luttes de classe au Portugal en 74-75 (3) ou lors de notre "Adresse à Union Ouvrière" (4) - pour envisager avec d'autres groupes et éléments la mise en place, puis la tenue d'actions communes !

Cette intransigeance reposait et continue de reposer sur deux bases :

- le sérieux dans le débat excluant donc toute polémique superficielle et tout usage de méthodes contre-révolutionnaires (mensonges, calomnies et contre-vérités);
- le besoin d'une clarification de plus en plus grande sur le concept d'Autonomie Ouvrière.

A travers une nouvelle campagne révolutionnaire intitulée "Lutter contre le chômage ou contre le capital ?" (5), puis avec les contacts noués et les discussions entretenues au fil de l'apparition d'un certain nombre de "Groupes Autonomes Ouvriers" (6), nous sommes parvenus à aller dans le sens de cette clarification indispensable. Le texte "Mise au point sur l'Autonomie Ouvrière" (7) a en particulier marqué une étape décisive dans notre compréhension des rapports : Autonomie du Mouvement réel de la classe vers les Conseils Ouvriers/Formation et action des Groupes Autonomes Ouvriers (ou Groupes de Travailleurs Communistes)/Contribution des Fractions révolutionnaires du type P.I.C ou autre.

Dans la mesure où s'affirmait notre vision de Groupes Ouvriers pouvant exister dans les entreprises, en-dehors des syndicats et sur des bases entièrement politiques, se creusait le fossé avec la plupart des organisations s'auto-proclamant de plus en plus ouvertement le "futur Parti mondial de masse de la révolution". Ces dernières passèrent de la négation pure et simple sur les possibilités d'existence de tels groupes au mépris avoué, voire au travail de sape de ceux-ci quand ils commencèrent non seulement à apparaître mais à se maintenir pour développer un travail régulier d'intervention au sein du prolétariat. Reconnaître un processus visible de maturation de la conscience de classe en-dehors d'elles, c'était évidemment impossible à leurs yeux car c'était leur demander de rompre avec les shémas léninо-bordiguistes qui enferment toute la conscience - passée, présente et à venir - (conscience achevée !) dans les sphères du Parti. D'ailleurs, par là même, ces shémas nient également tout processus souterrain d'ensemble de la conscience de classe, ce que Marx appellait la spontanéité révolutionnaire du mouvement réel de la classe ouvrière ! En effet, si certains du genre R.I (C.C.I) admettent la perspective des Conseils Ouvriers, ce n'est que comme organisation unitaire formelle et non politique de la classe puisque tout le contenu conscient de la révolution sera apporté par le Parti conçu en tant que seule et unique organisation politique du prolétariat.

Cependant, le fossé se creusa aussi avec d'autres organisations qui, à l'image des groupes italiens dits de la "sphère de l'Autonomie", essayaient de camoufler leur absence de rupture réelle avec le léninisme sous des thèmes directement produits par la décomposition du gauchisme. En effet, si celles-ci reconnaissaient l'existence des G.A.O, c'était dans l'optique de les transformer en espèce de cellules d'entreprises de l'organisation politique dite unitaire (réalité des groupes de travailleurs dans ce qui est faussement nommé "réseau de l'Autonomie Ouvrière" !) : d'où même négation du mouvement réel que les précédentes au profit d'un Parti construit pour représenter la classe préalablement à toute révolution (thème social-démocrate et léniniste). Ainsi, le groupe "Combat pour l'Autonomie Ouvrière" (C.P.A.O) est d'accord avec le P.C.I-Battaglia Communista (organisation bordiguiste italienne) sur la fonction "théorique" du Parti (détention de la conscience) même s'il utilise la formule moderniste "tension vers le communisme". Il ne diverge que sur la fonction "pratique", et fort de son expérience gauchiste, il lui donne des leçons (habitude courante entre "constructeurs de Parti") : "Le réseau n'est pas une projection du Parti, il EST le "Parti" puisqu'il a à charge d'accomplir l'ensemble des tâches révolutionnaires théoriques et pratiques...Le réseau est l'expression "achevée" du travail des fractions communistes, il n'est donc pas une coordination de simples groupes d'usines ou de cellules..." (8). En bref, blanc bonnet et bonnet blanc !!! "La référence à l'autonomie devient alors le complément du rejet de toute autonomie de classe du prolétariat" (cf. l'article intitulé "Syndicalisme-Autonomes, même combat", dans la revue "Spartacus" n°9, p.I4, mai-juin 78).

Pour le P.I.C, les G.A.O sont des "jalons de conscience" produits directement par la lutte de classe dans le sens de l'auto-organisation de celle-ci. Ils doivent rester distincts des fractions communistes produites elles-aussi par le prolétariat mais de façon différente (cf. "Mise au point sur l'Autonomie Ouvrière" dans J.T n°I7, p.I3-I4) et se coordonner entre-eux pour compléter le rôle des fractions : contribution à l'homogénéisation de la conscience. Cela ne signifie absolument pas que des actions communes et des relations politiques ne doivent pas exister entre G.A.O et fractions sur la base d'une parfaite égalité dans l'élaboration de ces actions éventuelles et dans la discussion théorique. Ce fut le sens du travail accompli par 3 Groupes Ouvriers et le P.I.C lors de la campagne de dénonciation des élections législatives de mars 78 (9).

Perspectives :

Le travail qui reste à accomplir pour développer de façon significative des pôles communistes d'intervention et de clarification au sein du prolétariat, est immense. Et

ce d'autant plus que IO ans après Mai 68, nos efforts se heurtent non seulement à une certaine résurgence du léninisme sous l'aspect d'un néo-bordiguisme (R.I) ou sous le masque de l'Autonomie (C.P.A.O), mais aussi à une sorte de renouveau de l'anarchisme lié à la confusion généralisée qui entoure le concept d'autonomie ouvrière (O.C.L- Front Libertaire). Le glissement, accompagné d'une mutation de plusieurs groupes et éléments, s'est opéré : le gauchisme traditionnel (trotskysme, maoïsme, anarcho-syndicalisme), dans son rôle de dévoyement des ouvriers combatifs, trouve en effet maintenant des compléments sur le terrain de ce qu'il était convenu d'appeller l'ultra-gauche. C'est l'apparition depuis les affaires Schleyer et Moro du thème du "soutien critique" aux terroristes du genre de la R.A.F ou des B.R et donc c'est la surenchère permanente à propos de l'usage d'une violence minoritaire et substitutiste qui se trouve en parfaite correspondance avec la compétition sans merci à laquelle se livrent les groupes dont nous avons parlé plus haut pour la construction du "véritable Parti d'Avant-Garde", "pur"et "dur". Nous pouvons dire qu'il y a désormais au coude à coude avec l'extrême-gauche, une ultra-gauche du capital qu'il s'agit de dénoncer clairement en tant que telle !

Comme contribution positive allant dans le sens du développement théorico-pratique de l'autonomie ouvrière, il faut signaler en France les efforts de certains courants qui participent à la revue "Spartacus" (IO), et ce malgré un grand nombre de confusions dû aux idéologies conseillistes et modernistes diverses, voire à certaines positions qui se rattachent au gauchisme de type libertaire ou social-démocrate (P.S.U). A souligner également le travail intéressant, mais limité dans la pratique, d'autres revues telles que "Echanges", "La Guerre Sociale" ou "La Lanterne Noire" (II), bien que celle-ci dans ses derniers numéros semble retourner dans le giron de l'anarchisme traditionnel aux dépens de son orientation préalable (traductions de la revue portugaise "Combate", débats contradictoires sur la C.N.T espagnole,...).

A l'échelle internationale, le développement d'une intervention et d'une clarification communistes au sein du prolétariat est très significatif cependant dès aujourd'hui dans deux pays :

- En Italie, critiquant aussi bien l'anti-terrorisme et le léninisme de l'extrême-gauche que le soutien au terrorisme ou l'usage de celui-ci par la plupart des groupes de la "sphère de l'Autonomie" qui n'ont pas rompu également avec le léninisme, il existe des revues publiées par des collectifs ouvriers tels que "Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe" (I2) qui agissent dans le sens d'une réelle autonomie ouvrière.

- En Espagne, dénonçant autant toutes les variantes du léninisme qui s'étaient constituées sur la base de l'anti-franquisme et qui soutiennent la démocratie et le régionalisme, que la reconstitution de la C.N.T aboutissant à la défense du syndicalisme contre les Assemblées ouvrières et au bureaucratisme, apparaissent de plus en plus des revues produites par des collectifs ouvriers à l'image de celle qui s'intitule "Théorie et Pratique" (I3).

A un degré moindre, des petits groupes se manifestent dans d'autres pays pour défendre et faire connaître les grèves sauvages du prolétariat : "Root and Branch", "A World to Win" aux Etats-Unis, "Arbetarmakt" en Suède, "Solidarity for Social Revolution" en Angleterre, "Combate" au Portugal,...sans oublier les camarades chinois de Hong-Kong qui ont publié avec un grand mérite "Minus 7"(I4).

Dans l'avenir, le P.I.C s'efforcera d'entretenir des débats réguliers et de mener des actions avec tous les groupes et éléments qui se situent rigoureusement en-dehors du léninisme et de l'anarchisme. Il luttera également pour un renforcement des liens internationaux entre organisations de divers pays, ceci autant sur la base d'une pratique réelle que d'une clarification théorique générale. L'établissement de contacts sérieux et réguliers pourrait passer par la tenue de rencontres internationales n'impliquant pas un regroupement volontariste (ce qui est la panacée des "constructeurs de Parti" : C.C.I, C.W.O,...), mais permettant entre autres la publication d'un "Bulletin International de Discussions" pour faire le point des convergences et des divergences entre les groupes du courant communiste pour l'autonomie ouvrière. L'enrichissement réciproque ainsi qu'une véritable solidarité active et internationaliste nécessitent de telles perspectives.

De son côté, pour parfaire sa propre intervention, le P.I.C se trouve confronté à la poursuite d'une indispensable réflexion politique et théorique. Les modifications apportées à sa plate-forme (I5) témoignent de ce souci. La parution dans les mois qui viennent de brochures sur l'organisation, sur le salariat, sur la révolution russe (2e partie), ira dans ce sens. De même, l'ouverture des colonnes de "Jeune Taupe" à des articles plus nombreux sur les problèmes tels que ceux du féminisme, du sport, de la délinquance, etc..., marquera une étape supplémentaire dans notre contribution au mouvement social de destruction du système capitaliste.

Notes :

(I) "Petit historique depuis Mai 68 des tâches révolutionnaires" dans l'article "Perspectives d'activité" (J.T n°7, oct.75).

(2) Modifications apportées à la plate-forme entre le N°I de J.T (fév.74) et le n°7;
"Mise au point sur l'intervention communiste" (J.T n°4, janv.75);
"Mise au point sur l'organisation" (J.T n°6, juillet 75).

(3) Circulaire-appel (J.T n°3, oct.74);
"A propos du Portugal" (compte-rendu de réunion, J.T n°4).

(4) J.T n°5, mai 75.

(5) J.T n°I2 ou supplément au n°II, nov.76.

SUITE PAGE 12

Tout en continuant à déverser sur le P.I.C un flot presque mensuel de mensonges à travers des articles de son journal, le groupe "Révolution Internationale" nous demanda dans une courte lettre de faire un échange de nos publications. S'engagea alors la correspondance suivante que nous rendons publique devant le refus de R.I de faire paraître dans ses colonnes notre première "mise au point". La politique du secret, c'est l'apanage des organisations capitalistes, les révolutionnaires n'ont rien à cacher !

Paris, le 2I février I978

Pour une Intervention Communiste au groupe "Révolution Internationale".

Nous ne sommes pas hostiles, par principe, à un échange de publications. Mais pour nous, cela exclut, dans la polémique et la critique politique, toute utilisation de la calomnie, de la falsification et des contre-vérités. Or, dans votre article "Ignorance et confusion du P.I.C" (R.I n°46, fév. I978), la présence de telles méthodes indignes saute aux yeux.

I-Pour ce qui est du "bluff sur de prétendues conférences internationales, inventées par l'imagination du P.I.C", nous n'avons jamais parlé de conférence internationale à propos de ce qui n'était qu'une simple rencontre opportune entre trois groupes (le P.I.C et deux groupes espagnols dont Accion Proletaria, cf. J.T n°I7) au cours de laquelle il y eut discussion sur certains points. R.I ne peut nier cette rencontre...puisqu'elle a eu lieu !!! Le P.I.C n'a jamais parlé non plus - à ce propos - de regroupement, et a seulement profité de cette rencontre pour éclaircir certaines questions et faire connaître nos positions d'une manière plus précise. Ce que vous prétendez est donc une contre-vérité manifeste.

2-Nous vous laissons le souci de vous trouver des progéniteurs "durs et purs" (Bilan et la Gauche italienne). Pour notre part, nous essayons d'assimiler, de façon critique, les apports des divers groupes (et pas seulement de la Gauche italienne et Bilan) qui survécurent à la débâcle des années vingt. L'Union Communiste fait partie de ces groupes. Pour ce qui est de ce groupe, il n'a jamais soutenu les républicains, mais la lutte de classe du prolétariat de juillet I936 à mai I937, et la moindre des choses serait que vous prouviez le contraire. Sinon, cela relève une fois de plus de la falsification. Quant à la calomnie, on la retrouve dans l'assimilation grotesque de l'Union Communiste avec les Menchéviks soutenant le gouvernement bourgeois de Kerensky.

3-Nous vous rappelons enfin (ce n'est pas la première fois) que nous n'avons pas fait de campagnes et de comités de soutien au prolétariat portugais, mais une campagne d'explication révolutionnaire sur la situation des luttes de classe au Portugal. Si vous considérez nos tentatives de discussion avec Union Ouvrière comme une offre de service, il faudrait que vous reconsidériez votre activité toute entière comme tournée vers l'élaboration d'une societé "d'offres de service" (offres de service au feu "Journal des luttes de classe", au C.W.O, à Arbeitarmakt, à Battaglia Comunista,...au Bolchévik, etc...).

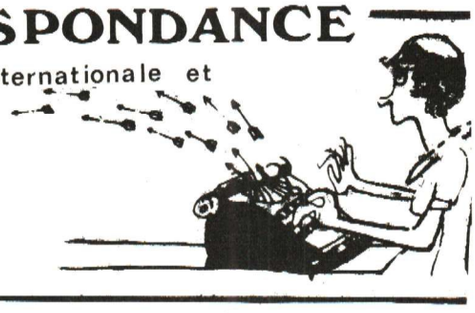
Quant à notre soi-disante "fusion partielle" avec les groupes autonomes ouvriers, elle relève une fois de plus de la contre-vérité. Il suffit pour le constater de savoir lire.

Nous souhaitons fort que cette mise au point soit rendue publique à travers votre organe et que les rectifications nécessaires à toute relation politique entre nos deux groupes soient faites. Dans le cas contraire, nous ne verrions pas l'utilité d'avoir de quelconques relations avec la section française du C.C.I.

Salutations communistes,
Pour une Intervention Communiste.

CORRESPONDANCE

Avec Révolution Internationale et Combat Pour l' Autonomie Ouvrière



Révolution Internationale
B.P 2I9
75827 - PARIS

Paris, le I3/3/78

En réponse à votre "Prière d'insérer" du 2I/2/78, suite à une demande d'échange de publications de notre part.

Chers camarades,

La lettre que vous nous écrivez demandant un "rectificatif" de notre part comme "condition" pour poursuivre des relations avec la section française du C.C.I (pour vous les relations et la discussion entre groupes révolutionnaires sont-elles constituées par un échange de publications ?), manifeste une fois de plus de l'irresponsabilité du P.I.C dans la discussion nécessaire que doivent mener les révolutionnaires face à la classe.

Nous avons toujours tenté de répondre dans notre presse, dans la pratique, à la nécessaire discussion au sein du mouvement révolutionnaire, et les colonnes de notre journal ont toujours été ouvertes à la polémique avec d'autres organisations dont le P.I.C en particulier sur lequel nous avons écrit une série d'articles pour l'ensemble restés sans réponse. C'est dans cette même optique que nous avons publié un dernier article "Ignorance et confusion du P.I.C" dans le n° 46.

Votre attitude indignée face à des soi-disants "contre-vérités", "méthodes de calomnie et de falsifications" est une nouvelle façon d'éviter le débat de fond avec le C.C.I et nous estimons que votre "ultimatum" est irrecevable.

Nous pensons qu'il serait bien plus responsable de votre part et bien plus utile pour l'ensemble de nos lecteurs de répondre à nos critiques dans votre presse de façon plus développée que ne peut le permettre un "rectificatif". Ceci d'autant plus que tous les articles que nous avons faits, consacrés à la critique du P.I.C face à l'ensemble du milieu révolutionnaire, sont restés sans réponse. Pour ne citer que les derniers, rappelons que sont parus dans les colonnes de R.I les articles suivants :

- "Une adresse pour la confusion" (R.I n°29)
- "Le P.I.C et ses ancêtres en immédiatisme" (R.I n°35)
- "A propos des groupes ouvriers" (R.I numéros 39-40-4I)
- "L'apport du P.I.C à l'autonomie ouvrière" (R.I n°43).

Les seules critiques ou embryons de réponse que vous avez pu formuler dans votre presse se présentent sous forme d'insinuations ou de critiques indirectes que l'on rencontre au détour et au hasard de certains de vos articles de Jeu-

ne Taupe. Quant au reproche de "falsifications", de "calomnie" et autres "contre-vérités" qui vous indignent tant et dont vous seriez victimes, nous pensons qu'il est sans objet.

Si nous prenons par exemple, la question du "bluff de prétendues Conférences Internationales inventées par l'imagination du P.I.C", nous pensons en effet que ce que vous appelez pompeusement "Rencontre Internationale", terme couramment employé dans le milieu révolutionnaire pour désigner une réunion de travail, planifiée et préparée à l'avance entre plusieurs organisations et courants révolutionnaires dans un processus de discussion, d'approfondissement et de regroupement, n'a rien à voir avec les contacts fortuits que vous avez eus avec la section en Espagne du C.C.I et le M.L.C. Et ce n'était vraiment pas la peine de faire une telle publicité dans votre revue sur une "Rencontre Internationale" alors que quand celles-ci ont vraiment lieu, vous ne prenez pas la peine de vous y rendre : cf. la Conférence de Milan avec Battaglia Communista.

Autre exemple, si l'on prend la question d'Union Communiste et de son soutien (même critique) aux républicains en Espagne, le but que nous poursuivons quand nous prenons position sur l'expérience d'U.C et de ce qui l'a amené à son attitude dans la guerre d'Espagne, ce n'est pas de jeter l'U.C aux orties et de le bannir de l'histoire du prolétariat, mais de montrer les dangers que contient une surestimation de la lutte de classe ou la mauvaise estimation d'une période, et où peut mener l'activisme qui en découle. Quant à votre indignation devant notre prétendue "falsification" de l'histoire, celle-ci est premièrement injustifiée et deuxièmement se manifeste un peu tardivement car nous avons publié dans R.I n°35 (Mars 77) un article entièrement consacré à cette question (et appuyé par des citations) où nous montrons comment la surestimation de la situation et l'activisme ont amené l'U.C à adopter des positions frontistes. Si nous n'avions pas fait une demande d'échanges de publications, sans doute n'aurions-nous jamais su votre "avis" sur la question !

Enfin, pour en revenir à vos reproches de "contre-vérités" et "calomnies", nous pourrions vous retourner ce compliment, mais cette fois-ci, justifié. L'article de Jeune Taupe consacré à l'autonomie, traite R.I de rien de moins que de "bordigo-léninistes", "fatalistes, économistes, émules de Kautsky", de "volontaristes organisationnels tous azimuts", "pêcheurs à la ligne forcenés", de "tacticiens du regroupement", d'"opportunistes variables", de "récupérateurs, démagogues et apprentis bureaucrates"...ceci pour les calomnies; et pour les contre-vérités, nous vous renvoyons à l'article du n°43, en réponse à celui-ci.

Le C.C.I n'a jamais été effarouché par la polémique entre organisations révolutionnaires et le ton virulent que parfois elle peut prendre. Il a, par contre, essayé de répondre aux questions et divergences politiques de fond. Malgré les calomnies ci-dessus citées, nous ne nous sommes pas drapés dans l'"indignation" et avons consacré une page du journal à répondre à vos critiques et à votre point de vue sur l'autonomie. Et c'est la seule attitude concevable.

Le C.C.I a plusieurs fois publié dans sa presse des lettres et articles d'autres organisations (cf. encore tout dernièrement le texte du C.W.O dans la Revue Internationale n°I2); nous l'avons toujours fait et le ferons encore lorsque nous estimerons que cela contribue au développement de la discussion au sein du milieu révolutionnaire. Mais en ce qui concerne votre lettre, nous ne pensons pas que c'est le cas. Quant à nos relations futures, nous vous invitons à répondre à nos articles et critiques dans votre presse, ce qui pourrait permettre de relancer le débat entre nos deux organisations, débat qui jusqu'à présent a trop souffert de s'effectuer à sens unique.

En espérant lire bientôt vos critiques.
Salutations révolutionnaires.
Révolution Internationale.

Pour une Intervention Communiste à Révolution Internationale.

Paris, le I2 avril I978

Nous avons enregistré votre refus de rendre publique notre lettre de "mise au point" que nous avions volontairement faite courte de façon à ce qu'il n'y ait pas de problème de place pour qu'elle paraisse intégralement dans les colonnes de votre journal (ce qui n'avait pas été le cas par exemple pour la plate- forme du G.A.O de Clermont-Ferrand, cfR.I n°39, juillet 77).

Cependant l'argument qui guide votre refus se veut politique : notre lettre ne contribuerait pas, d'après vous, "au développement de la discussion au sein du milieu révolutionnaire" !

Quels sont les fondements d'un tel argument ? Ils se trouvent dans la conception élitiste que vous entretenez sur le rôle de votre fraction qui détiendrait la vérité (le Programme ou Credo "communiste") et qui, en conséquence, se permet de décerner les bons et les mauvais points, ou tout simplement de censurer - en ne les rendant pas publiques ! - les mises au point qu'elle considère gênantes.

D'ailleurs, dès le début de votre lettre-refus, le couperet de la guillotine était tombé. Le sort du P.I.C était réglé : il fait preuve d'"irresponsabilité dans la discussion nécessaire que doivent mener les révolutionnaires face à la classe", donc inutile de publier sa lettre puisque les meilleurs interprètes (représentants ?) de la classe (lire R.I) ont déjà jugé et tranché... à la place de celle-ci !

Quoiqu'il en soit, votre refus ne nous étonne pas. Il participe de toutes les orientations profondément erronées de votre activité. En effet, votre conception élitiste n'est que la partie visible d'un iceberg : elle est le produit de toute votre lente évolution ces dernières années vers le lénino-bordiguisme, c'est-à-dire vers la contre-révolution. Les méthodes (en l'occurence staliniennes, car comment nommer autrement la persévérance dans la calomnie, la falsification et les contre-vérités !?) et le fonctionnement d'une organisation permettant l'usage de telles méthodes, ne peuvent être liés qu'à des positions qui s'infléchissent dans ce sens.

Nous avons demandé maintes fois que vous cessiez la polémique stérile et superficielle au profit de critiques politiques véritables. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que notre demande était vaine ! Et les bêtises incommensurables, agrémentées comme d'habitude des "coups de pied de l'âne", dans votre défense inconditionnelle de la signature du traité de paix de Brest-Litovsk (cf.R.I n°48 et Revue Internationale n°I3), ne font que confirmer cela. Au passage, puisque le ridicule ne suffit plus apparamment à faire taire les imbéciles, signalons que notre thèse du parti bolchévik défenseur et représentant du capitalisme d'Etat russe après Octobre I9I7 - à travers en particulier la signature de ce traité - est illustrée entre au-

tres choses par de nombreuses déclarations de Lénine lui-même, dont celle-ci :"Depuis le 25 octobre 1917, nous sommes des partisans de la défense nationale; depuis ce jour, nous sommes pour la défense de la patrie..." (cf. "Une leçon dure mais nécessaire", article de Lénine paru dans la "Pravda" le 25 février 1918, cité dans "Traité de Brest-Litovsk 1918 : coup d'arrêt à la révolution", éd.Spartacus, p.66).

Aussi, en faisant confiance à nos lecteurs qui savent trouver au fil des pages de "Jeune Taupe" des critiques approfondies vis-à-vis des conceptions auxquelles se rattache R.I et non pas simplement ce que vous appelez des "insinuations" ou des "critiques indirectes" par rapport à votre organisation, nous réaffirmons tout ce que nous disions dans l'article spécifique intitulé : "R.I : la chasse au P.I.C !" (cf. J.T n°8, déc. 75). Nous reprenons en particulier sa conclusion dont plus de deux ans avaient atténué l'acuité :

"Considérant tout cela, le P.I.C décide de ne plus entretenir aucun contact (correspondance, réunions, échanges divers,...) avec une organisation dont les tendances contre-révolutionnaires et les méthodes appropriées à ces tendances ne feront que s'amplifier. Il se réserve évidemment la mise au point de mesures pratiques pour appliquer cette décision".

Nous ajoutons simplement que nous rendrons prochainement publique l'ensemble de cette correspondance.

Pour une Intervention Communiste.

Paris le 20 mai 78

Révolution Internationale

Chers camarades,

Nous avons reçu votre réponse à notre lettre du 13 mars 78 où nous apprenons que nos "méthodes staliniennes" nous amènent tout droit "à la contre-révolution" si ce n'est déjà fait et nous fait part de votre volonté de rompre toute relation entre nos deux organisations.

De telles affirmations et déclarations ne sont pas sérieuses et il en est de même de l'orientation qu'elles vous dictent pour ce qui est de vos relations avec notre organisation.

Pour notre part, tout en en prenant acte, nous ne pouvons que regretter une telle attitude. Quant à nos relations avec le P.I.C, elles continueront à nous être dictées par les orientations politiques que nous nous sommes tracées et l'esprit fraternel qu'elles sous-tendent, c'est-à-dire, participer à l'ouverture et à l'impulsion de la discussion au sein du mouvement révolutionnaire et cela avec d'autant plus de persévérance lorsqu'on considère les faiblesses de ce mouvement à l'échelle internationale.

Fraternellement,

Révolution Internationale

La lettre que nous publions ci-dessous est une réponse au groupe "Combat pour l'Autonomie Ouvrière". Le début de cette correspondance se trouve dans le "Bulletin Critique" n°I de ce groupe (P.S, B.P 3457, 59019 Lille Cedex).

Paris le 31 mai 78.

Pour une Intervention Communiste au groupe "Combat pour l'Autonomie Ouvrière".

Dans votre "réponse" du 14 avril 78, vous faites état d'une proposition de rencontre que vous nous auriez adressée :"Et nous demandons, publiquement, au P.I.C de répondre à notre proposition de rencontre du 4/3/78...". Le P.I.C n'a jamais reçu de lettre de votre part l'informant officiellement (de groupe à groupe) de ce projet de réunion.

Depuis le début de C.P.A.O, nous avions critiqué les conceptions substitutistes que charriaient certains groupes qui ont fait partie de ce regroupement (cf.J.T n°18). Nous espérions que des réactions de classe se produiraient à l'intérieur de C.P.A.O par rapport entre autres au soutien critique vis-à-vis des léninistes de la R.A.F, à l'apologie de la poigne de fer des bolchéviks et aux positions dirigistes sur les groupes ouvriers. Il n'en a rien été : la lecture récente de votre plate-forme, du Bulletin Critique, des numéros de C.P.A.O, de vos "réponses" au B.L.E.T et à nous-mêmes, prouve que vous vous situez en deçà des groupes dont certains d'entre-vous sont issus (Gauche Marxiste, Union Ouvrière, Autonomie Ouvrière). Les positions que vous développez à travers divers textes relèvent du léninisme à la sauce "autonomie-modernisme", ce qui nous amène à douter de l'utilité, pour une durée indéterminée, de toutes relations entre nos organisations.

Espérant malgré tout, contre toute évidence, amener certains membres de C.P.A.O à se débarrasser de la couche de confusion dont ils font preuve en y restant, nous allons relever quelques points dans les textes que nous évoquions ci-dessus. Il va sans dire qu'afin de donner à cette lettre toute la publicité possible, nous l'enverrons à tous les groupes de C.P.A.O dont nous avons connaissance et pas seulement à la...direction lilloise ! Qui plus est, nous la ferons paraître dans "Jeune Taupe".

I) La "réponse" de C.P.A.O rappelle le refus du P.I.C de se regrouper dans la précipitation avec des groupes non-dégagés des fanges de la contre-révolution tels les veuves-Mao de "Camarades" ou confusionnistes comme les boulangers-Associationnistes du groupe "Ouvrier-Paysan de la région de Roanne". C.P.A.O nous déclare qu'il s'est "constitué sans et contre les groupes cités". En fait, aucun texte n'a été publié expliquant les ruptures avec ces groupes.

C.P.A.O reproche au P.I.C de vouloir faire des distinctions organisationnelles entre groupes de travailleurs et fractions révolutionnaires :"Pour le P.I.C il y a donc deux expressions historiques du prolétariat qui relèveraient du même terrain POLITIQUE, ainsi la classe ne produirait pas une théorie et une pratique unitaires, mais une expression théorico-pratique double (fractions et groupes autonomes), une telle vision qui mythifie une spontanéité ouvrière coupée de sa signification révolutionnaire et de la CONSCIENCE que la classe a de son mouvement reproduit les vieux shémas conseillistes pour qui la révolution n'a pas de préalable théorico-pratique et se révèle être un simple mécanisme". Eh ! oui, messieurs les Partitistes, pour le P.I.C, la classe ouvrière produit dans sa lutte différentes formes d'organisations : groupes de révolutionnaires (ouvriers ou non), comités de lutte ou de grève, conseils ouvriers,...Mais la seule expression historique parmi celles-ci, ce sont les Conseils Ouvriers car ils regroupent ou visent à regrouper le prolétariat dans son ensemble en période révolutionnaire ! Et la "signification révolutionnaire" que votre groupe prétend apporter aux travailleurs, vous désigne clairement comme des sociaux-démocrates et des idéalistes car vous séparez conscience et pratique.

C.P.A.O tente de faire croire que le P.I.C nie la nécessité de groupes révolutionnaires. A la différence des sociaux-démocrates, nous pensons que les groupes de révolutionnaires sont produits par la maturation de la conscience de classe et donc qu'ils influent sur elle, pas plus, pas moins ! Pour le P.I.C, le rôle de ces

groupes doit être relativisé, et non nié, car ils ne sont ni les porteurs exclusifs de la conscience, ni l'embryon de l'organisation unitaire et politique qui dirigera la societé pendant la période de transition, cette organisation ne pouvant être que l'organisation générale de la classe en lutte c'est-à-dire les Conseils Ouvriers (sur ces problèmes, se reporter à nos "mises au point" sur l'organisation, J.T n°6, et sur l'autonomie ouvrière, J.T n°I7).

Pour en terminer avec la "réponse" de C.P.A.O, nous tenons à préciser qu'à propos du qualificatif de groupe "anarcho-conseilliste" dont il nous affuble, nous pourrions bien sûr le réfuter en rappelant les critiques que le P.I.C a pu faire de l'anarchisme et du conseillisme dans ses publications. Mais venant de la part de "machines capitalistes" pratiquant "L'ACCUMULATION PRIMITIVE DE MILITANTS" et pour lesquelles l'ASSEMBLEE GENERALE "...n'est pas souveraine mais permet un rapport politique de l'Organisation Centrale et un débat..." (cf. textes "internes" de C.P.A.O, signés Karl et Lopez, pour la préparation à l'Assemblée Générale de ce groupe des 4 et 5 février 78), ce qualificatif ne nous gêne pas car la contre-révolution a souvent employé de telles expressions pour désigner les révolutionnaires, les communistes.

2) Dans la plate-forme politique de C.P.A.O (cf. Bulletin Critique n°I, p.I, 2 et 3), on trouve pêle-mêle à travers ses différents points:

- la négation du caractère décadent du capitalisme et celle de ses crises économiques comme facteur nécessaire de l'irruption du prolétariat en tant que classe révolutionnaire, donc la négation pure et simple du matérialisme;
- la négation du caractère unitaire du travail salarié par la séparation en catégories qu'opère C.P.A.O entre les travailleurs. En effet, pour ce groupe, le prolétariat ne comprend que les ouvriers d'usines, ceux des autres secteurs (essentiellement de l'état) ne sont considérés que comme des "couches prolétarisées". Cette séparation permet à C.P.A.O de se concevoir comme l'organe de liaison entre les luttes de ces "différents" travailleurs :"Les fractions révolutionnaires doivent assurer un travail de liaison entre ces luttes et celles du secteur industriel afin d'accélérer l'unification de la classe ouvrière...";
- la négation de la dictature du prolétariat comprise comme exercée par la classe dans son ensemble car pour C.P.A.O, les organisations de lutte du prolétariat ne sont qu'un lieu d'affrontement entre des partis politiques qui viennent pour en prendre la direction :"Les organismes que se donne la classe dans ses luttes (comité de grève, comités de coordination, conseils,...) sont le lieu d'affrontement entre les forces capitalistes (réformistes, staliniens,...) et les forces révolutionnaires, ces organes ne sont pas "en soi" des garanties du contenu révolutionnaire de la lutte".

L'idéalisme, le substitutisme de C.P.A.O culminent dans le point 9 de sa plate-forme où l'on trouve une définition de l'organisation particulièrement édifiante. Celle-ci, d'après ce groupe, "...tend non seulement à exprimer la tension au communisme (conscience) contenue dans la lutte du prolétariat, mais tend à modifier les conditions mêmes de la maturation de celle-ci en y pesant comme facteur pratique. En accélérant l'autonomisation et l'unification de la classe, l'organisation communiste ne se borne pas à proposer la forme idéale d'organisation de la lutte prolétarienne mais influe essentiellement sur son contenu et la perspective historique (révolution) qui lui est liée...L'intervention de l'organisation communiste permet la rupture révolutionnaire "jusqu'au bout" !" (dans cet extrait, le terme "conscience" est souligné par nous).

Dans le "Bulletin Critique" n°I, on trouve également un texte, encore et toujours signé Lopez, qui s'intitule :"Le C.C.I face à l'intervention dans la classe". L'on y remarque des phrases comme celles-ci :

- "Le réseau n'est pas une projection du Parti, il EST le "Parti" puisqu'il a à charge d'accomplir l'ensemble des tâches révolutionnaires théoriques et pratiques..." (souligné par nous);
- "L'auto-organisation de la classe ouvrière lors de ses luttes ne dépend pas forcément de l'existence d'une organisation révolutionnaire, mais cette auto-organisation ne prend son sens historique révolutionnaire que dans les liens dialectiques qu'elle entretient avec l'action de l'organisation communiste" (souligné par nous).

Contrairement aux sociaux-démocrates classiques pour lesquels la conscience du socialisme est élaborée à l'extérieur du prolétariat par les intellectuels bourgeois et diffusée dans les masses par le Parti, pour les sociaux-démocrates style C.P.A.O, la conscience se trouve bien élaborée à l'intérieur du prolétariat mais c'est le Parti (C.P.A.O) qui en est l'expression privilégiée, le donneur de "sens historique révolutionnaire". C.P.A.O, c'est le cerveau, le prolétariat, les bras ! Nous avons la confirmation concrète de tout ceci par le mépris hautain qu'exprime par exemple C.P.A.O dans sa correspondance vis-à-vis du G.A.O Peugeot-Sochaux.

3) Dans le journal C.P.A.O, l'article paru sur la Russie (n°2) - article non signé (!) qui doit donc représenter ce que pense le groupe dans son ensemble sur le problème de la révolution russe -, c'est par des hurlements de jouissance que C.P.A.O évoque "la poigne de fer" des bolchéviks qui aurait permis ce que son verbiage moderniste appelle "la communisation des rapports sociaux" ! Pour C.P.A.O, groupe idéaliste, ce qui confère un caractère communiste au Parti bolchévik réside dans le fait que ce Parti se soit proclamé "communiste"; pour C.P.A.O, l'important, ce sont les mots ! La création de la Tchéka, la paix de Brest-Litovsk, la militarisation du travail, la répression des grèves à Moscou et à Pétrograd (I9I9, 20, 2I), Cronstadt,..., tous ces faits sont si peu intéressants pour C.P.A.O !

L'article du n°6, signé Lopez (eh ! oui), sur le problème palestinien, indique clairement lui-aussi dans quel camp se trouve C.P.A.O :"Par ses liens avec les couches populaires arabes y compris en Israël, le mouvement palestinien a en fait une potentialité révolutionnaire importante que tout le monde craint. Ils peuvent intervenir dans l'ensemble de la résistance prolétarienne, être un élément unificateur de cette résistance, mais cela exige un renversement complet des perspectives politiques et la liquidation du nationalisme !" (souligné par nous). C.P.A.O veut donc qu'une organisation nationale c'est-à-dire qui regroupe des palestiniens sans critère de classe (la base d'adhésion étant la nationalité, critère bourgeois par excellence), cesse tout simplement d'être...nationaliste !!! Qui plus est, C.P.A.O désire que certaines tendances des organisations militaires qui composent le mouvement palestinien ("les tendances centrifuges susceptibles de remettre en cause toute la stratégie hyper-nationaliste qui n'a fait que le jeu du Capital !") puissent être l'élément unificateur, c'est-à-dire en termes clairs la direction du prolétariat au Moyen-Orient :"Yasser Arafat préférera mener la résistance palestienne au massacre généralisé plutôt que de voir une partie de celle-ci passer sur des positions internationalistes et travailler à l'unité des prolétaires du Moyen-Orient". Bravo ! TIRONS LA CHASSE !

Pour une Intervention Communiste.